



€



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2014

%

LE GROUPE LA POSTE



TABLE DES MATIERES

Attestation de la personne responsable	page 5
Rapport d'activité du premier semestre 2014	page 9
Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2014	page 71
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014	page 115

**ATTESTATION
DE LA PERSONNE RESPONSABLE**

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 31 juillet 2014

Le Président-directeur Général

Philippe Wahl

RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2014



SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS 1^{ER} SEMESTRE 2014	12
1.1 UNE NOUVELLE GOUVERNANCE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT	12
1.2 LE NOUVEAU PLAN STRATEGIQUE « LA POSTE 2020 - CONQUERIR L'AVENIR »	13
1.3 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	16
1.4 ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE	18
1.5 CROISSANCE EXTERNE ET PARTENARIATS	20
1.6 NOUVEAUX PRODUITS ET SERVICES	22
1.7 ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	25
1.8 LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE	27
2. SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	31
2.1 COMPTES 2013 PRO FORMA	31
2.2 RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	34
3. RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	40
3.1 SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	40
3.2 BRANCHE SERVICES-COURRIER-COLIS	43
3.3 GEOPOST	46
3.4 LA BANQUE POSTALE	48
3.5 LE RESEAU LA POSTE	53
3.6 BRANCHE NUMERIQUE	55
3.7 AUTRES SECTEURS	56
4. AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	58
4.1 RESULTAT FINANCIER	58
4.2 RESULTAT NET PART DU GROUPE	59
5. ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	60
5.1 VARIATION DE LA DETTE NETTE	61
5.2 VARIATION DE TRESORERIE	65
5.3 DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	66
5.4 CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE	67
5.5 NOTATION FINANCIERE	68
6. EVENEMENTS POST-CLOTURE	69
6.1 L'ARCEP FIXE L'ENCADREMENT PLURIANNUEL DES TARIFS DE LA POSTE LE 25 JUILLET 2014	69

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS et en données historiques sauf indication contraire (voir partie 2.1 'Comptes 2013 pro forma').

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants 1^{er} semestre 2014

1.1 Une nouvelle gouvernance au service du développement

Conformément au calendrier annoncé le 28 janvier 2014, Philippe Wahl, Président Directeur-Général du Groupe La Poste, a présenté le 4 avril 2014 les principes de gouvernance mis en place pour porter le projet de développement « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir ».

1.1.1 *Un Groupe fort*

Le Groupe se recentre sur des fonctions stratégiques dans une volonté de coordination renforcée :

- Le Comité exécutif assure le pilotage stratégique des projets prioritaires communs de développement (cf. 1.1.3) et est le garant de la coopération entre les Branches. La rémunération variable des membres du Comité exécutif sera liée pour 50% aux objectifs du Groupe.
- Le pilotage stratégique des ressources humaines est confié à la direction des Ressources Humaines du Groupe.
- Le comité des investissements du Groupe examinera les grands projets d'investissements internes du Groupe comme c'est déjà le cas pour les projets d'acquisitions externes.
- L'audit Groupe est renforcé pour garantir la cohérence des audits de Branche. L'audit RH et l'audit des systèmes d'information rejoindront l'audit Groupe.

1.1.2 *Cinq Branches d'activité*

La précédente organisation du Groupe La Poste datait de 2003 ; elle avait alors permis l'organisation du Groupe par Métier (Courrier, Colis-Express, Enseigne, Activités bancaires, Immobilier) et une responsabilisation accrue des managers opérationnels. Cette gouvernance a été décisive pour mener de front les grands projets de modernisation de l'entreprise (refonte de l'appareil industriel du Courrier, création de La Banque Postale, modernisation des bureaux de poste, développement du Colis-Express en France et à l'international...) dans un univers devenu 100% concurrentiel.

Aujourd'hui, face à une divergence de son modèle économique sous les effets conjugués de la révolution numérique et de la crise économique et financière, le Groupe s'engage dans son nouveau plan stratégique et adopte une organisation adaptée à son projet de développement autour de cinq Branches :

- Services-Courrier-Colis
- GeoPost
- La Banque Postale
- Numérique
- Le Réseau La Poste

1.1.3 *Cinq projets prioritaires de développement et deux projets stratégiques transverses*

Le pilotage stratégique des projets prioritaires communs sera assuré par le Comité exécutif du Groupe. Les cinq projets prioritaires communs traitent de :

- L'e-commerce ;
- La transition énergétique ;
- La contribution de La Poste à la modernisation de l'action publique ;
- La logistique urbaine et les métropoles ;

- L'enseigne numérique et la connaissance des clients particuliers.

Les deux projets stratégiques sont :

- La construction du pacte social ;
- La réduction des coûts de sièges et des structures.

1.1.4 **Nouvelles nominations au Comité exécutif Groupe**

Jacques Savatier a été nommé le 21 janvier 2014 Directeur Général Adjoint en charge du développement territorial et des instances de gouvernance auprès de Philippe Wahl, Président Directeur Général du Groupe La Poste. A ce titre, Jacques Savatier devient membre du Comité exécutif du Groupe.

Par ailleurs, le 4 avril 2014, Philippe Wahl a nommé :

- Nathalie Collin Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Communication du Groupe. A ce titre, Nathalie Collin devient membre du Comité exécutif. Elle succède à Vincent Relave, qui a quitté le Groupe fin 2013.
- Yves Brassart Directeur Général Adjoint et Directeur Financier du Groupe. A ce titre, Yves Brassart devient également membre du Comité exécutif. Il succède à Xavier Girre qui rejoint l'équipe de direction d'XAnge Private Equity (filiale de La Banque Postale) auprès de son fondateur Hervé Schricke.

1.2 **Le nouveau Plan Stratégique « La Poste 2020 - Conquérir l'avenir »**

Conformément au calendrier annoncé le 28 janvier dernier, Philippe Wahl, Président Directeur Général du Groupe La Poste, a présenté le 26 juin 2014 devant le Conseil d'administration la trajectoire financière du plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir » et le plan d'actions de chacune des cinq Branches.

La Poste se donne avec ce plan stratégique axé sur le développement et reposant sur l'implication de l'ensemble des parties prenantes, les moyens de retrouver durablement une bonne santé économique, garante de l'avenir de l'entreprise et de celui des postiers.

1.2.1 **Rétablir la bonne santé économique du Groupe**

Le Groupe La Poste a vu en 2013, son modèle économique diverger et générer pour la première fois un flux organique de trésorerie négatif, dans un contexte d'accélération de la baisse des volumes de courrier et de taux d'intérêt durablement bas.

Le Groupe a défini sa nouvelle trajectoire financière afin de retrouver les flux de trésorerie positifs nécessaires au financement de son activité opérationnelle. Cet objectif implique pour La Poste d'activer l'ensemble de ses leviers d'actions au premier rang desquels :

- Le développement par l'accélération des activités existantes de chacune de ses Branches et la conquête de nouveaux territoires ;
- La performance, par la maîtrise des charges, notamment à travers un effort spécifique de réduction des coûts sur les sièges et les structures et l'adaptation des coûts d'exploitation à l'évolution des activités ;
- Les synergies et la coopération entre les Branches au service du développement, notamment à travers la mise en place de cinq projets prioritaires communs (cf. 1.1.3).

A compter de 2015, La Poste prévoit une croissance organique de son chiffre d'affaires de l'ordre de 2 % par an en moyenne pour atteindre plus de 25 milliards d'euros à horizon 2020.

Le résultat d'exploitation du Groupe s'établira à cette date autour de 1,9 milliard d'euros hors croissance externe, grâce aux effets combinés de son développement, à la réorganisation en profondeur de ses processus et à la diminution de ses coûts de fonctionnement. Pour soutenir son développement, Le Groupe La Poste consacrera environ 6 milliards d'euros sur la période en investissements et de l'ordre de 2 milliards d'euros en croissance externe.

1.2.2 *Plans d'actions des Branches axés sur le développement*

- La Branche **Services-Courrier-Colis** poursuit sa mission de service universel avec un haut standard de qualité. Elle va développer de nouveaux services à domicile, en faisant du réseau des facteurs le 1^{er} réseau connecté de services de proximité. Elle va devenir le partenaire de référence du e-commerce et un acteur majeur de la logistique urbaine. La Poste ambitionne également de valoriser le « média courrier » en inscrivant le courrier publicitaire dans une offre multimédia. La Poste entend simplifier la vie des Français en leur proposant des innovations utiles : harmonisation de la gamme Courrier-Colis pour les documents et les marchandises, collecte des colis en boîte aux lettres des particuliers, livraison choisie à domicile, etc.

La Branche Services-Courrier-Colis anticipe une diminution des volumes du courrier de 6 à 7 % par an sur la période mais vise à contenir la baisse de son chiffre d'affaires et à maintenir son résultat d'exploitation à 400 millions d'euros à l'horizon 2020 grâce au développement du colis, à l'adaptation de sa tarification dans le cadre défini par l'ARCEP, à l'innovation et aux nouveaux services du facteur.

- La Branche **GeoPost**, va renforcer son positionnement sur le marché de l'express en France et développer son réseau combiné (« to B » et « to C ») en Europe. GeoPost enrichira à cet effet son offre de services : livraison interactive, développement des points relais, livraison le samedi en Allemagne, livraison le dimanche au Royaume-Uni, solutions de retour en Allemagne, développement de Pickup Services et d'un réseau d'automates avec Neopost...

GeoPost entend également reproduire son modèle européen dans d'autres régions clés du monde tout en cherchant à connecter ces régions avec le continent européen.

La Branche GeoPost, portée par l'accroissement des volumes de 6,6 % par an en moyenne, prévoit d'ici 2020 une augmentation de son chiffre d'affaires pour atteindre près de 7 milliards d'euros à périmètre constant. L'accélération de son développement lui permettra ainsi d'atteindre un résultat d'exploitation de l'ordre de 540 millions d'euros en 2020.

- La Branche **Réseau La Poste** se fixe pour objectif, tout en assurant ses missions de service public, de devenir une référence en matière de services et de développement commercial, à priorité bancaire et au service de chacune des Branches du Groupe.

Elle déploiera de nouveaux points de contact de proximité, notamment dans les zones urbaines : mise en œuvre de nouveaux partenariats (Relais Poste urbains) et de nouveaux formats de bureaux incluant la création de nouveaux espaces pour la clientèle professionnelle. Dans les zones rurales et péri-urbaines, le Réseau renforcera les mutualisations en s'appuyant sur des partenariats innovants.

Le Réseau portera également la simplification des offres et des parcours clients au sein de ses points de contact. Distribuée en bureaux de Poste, La Poste Mobile, qui vise plus de 2 millions de clients dès 2017, poursuivra son développement autour d'offres innovantes dans l'intérêt du client.

- La **Banque Postale** va accélérer son développement sur tous ses marchés : particuliers, professionnels, entreprises et collectivités locales. Ainsi, à titre d'illustration, elle aura déployé sur le territoire à l'horizon du plan 2020, 1 000 conseillers dédiés aux clientèles patrimoniales et 1 000 conseillers dédiés aux professionnels. Parallèlement elle poursuivra tout en la modernisant sa mission de service public d'accessibilité bancaire.

La Banque Postale met actuellement en place avec Le Réseau La Poste une organisation managériale unique ayant pour objectif une responsabilité bancaire au plus près du client dans les bureaux de poste. Avec un plan d'investissements importants dans les systèmes d'information et le numérique, La Banque Postale finalisera l'intégration de ses canaux physiques dans un environnement omnicanal complet.

La Banque Postale vise une progression de 3,3 % en moyenne annuelle de son PNB pour atteindre 7 milliards d'euros en 2020. Avec ce développement commercial et la maîtrise des charges et des risques, La Banque Postale a un objectif de résultat d'exploitation de 1,5 milliard d'euros à cet horizon.

- La Branche **Numérique**, nouvellement créée, prévoit un chiffre d'affaires en croissance de 35 % entre 2015 et 2020 à plus de 600 millions d'euros (hors croissance externe) autour de trois axes majeurs : la transformation numérique des entreprises tant dans leur processus opérationnel que dans l'optimisation de leur relation client, la simplification de l'expérience client en ligne et le développement de services marchands sur internet, incluant le lancement d'une plateforme de services à destination des TPE et PME.

Le résultat d'exploitation de la Branche devrait s'établir à 65 millions d'euros en 2020. La Branche se fixe également, après croissance externe, l'ambition d'un chiffre d'affaires global de plus de 1 milliard d'euros à l'horizon 2020.

La Branche Numérique s'engage dans la construction de sa base de données de connaissance des clients particuliers en France et le développement de plates-formes de nouveaux services numériques du quotidien. En tant que tiers de confiance, dans le cadre d'une mission d'utilité publique, La Poste proposera par ailleurs à chaque Français une identité numérique, une adresse mail 'la poste.net' et un coffre-fort numérique.

Pour intégrer la révolution numérique à l'intérieur du Groupe, La Poste permettra enfin à chaque postier de s'approprier la culture, les méthodes et les outils utiles, tant pour leurs propres usages professionnels que pour l'accompagnement de leurs clients.

1.2.3 **Un plan stratégique qui implique l'ensemble des parties prenantes**

Devant les défis que constituent le développement d'activités nouvelles et les évolutions de ses activités traditionnelles, La Poste doit évoluer rapidement et se transformer en profondeur, avec l'adhésion de l'ensemble de ses parties prenantes, au premier rang desquelles les postiers et l'Etat :

- Le développement au service des postiers : construire un avenir professionnel pour chacun, donner de la visibilité, développer l'employabilité, c'est aussi répondre aux attentes des postiers. Sur la période du plan stratégique 2014-2020, le Groupe La Poste engagera un effort de formation sans précédent pour favoriser l'évolution professionnelle sous toutes ses formes : nouvelles compétences, nouveaux métiers et nouveaux parcours professionnels, tout en restant engagé en faveur de la qualité de vie au travail de l'ensemble de ses collaborateurs. Ces enjeux sont au cœur des préoccupations du Groupe La Poste et des négociations actuellement menées avec les organisations syndicales.

- Une juste compensation des missions de service public : le service public est au coeur du modèle du Groupe La Poste, qui souhaite investir de nouveaux champs de l'utilité publique. Une juste compensation des missions de service public sera essentielle pour accompagner les efforts de l'entreprise afin de retrouver la convergence de son modèle économique ainsi qu'un service universel postal financé, permettant de maintenir une haute qualité de service, dans le cadre défini par le régulateur. Ainsi, en octobre prochain, les missions de service public feront l'objet d'une évaluation conjointe entre les parties prenantes du Groupe La Poste.

Le Groupe La Poste construit pour ses clients, et pour les postiers un modèle postal multi-activités et omnicanal performant. Il s'appuie sur le développement de ses Branches, l'innovation, l'adaptation de ses coûts à son niveau d'activité, la croissance externe et les efforts de l'ensemble des parties prenantes. Ce modèle permettra au Groupe de retrouver une bonne santé économique et de financer son développement de manière pérenne, au service et en proximité de tous les publics, pour tous, partout, tous les jours.

1.3 Environnement économique et financier

Le Groupe est sensible pour ses activités bancaires à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers. Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est d'une façon plus générale influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US et de la livre notamment, compte tenu de l'importance de l'activité de GeoPost au Royaume-Uni, sont enfin des indicateurs importants pour les activités logistiques d'une part, et l'activité internationale du Groupe d'autre part.

1.3.1 *La croissance mondiale est restée hésitante*

Au 1^{er} semestre 2014, la croissance mondiale a interrompu son redressement amorcé en 2013. Elle a même connu un accès de faiblesse au 1^{er} trimestre, avant de se raffermir au printemps. En début d'année, l'activité économique a en effet fléchi aux Etats-Unis sous l'effet d'intempéries exceptionnelles et d'une reprise de souffle après un vigoureux 2nd semestre 2013. Simultanément, en Chine, le besoin de freiner l'endettement et la nécessaire transition vers un développement économique plus équilibré ont temporairement accentué le ralentissement de la croissance. Par ailleurs, dans plusieurs pays émergents (Brésil, Inde, Russie...), la croissance est restée entravée par divers déséquilibres internes. Enfin, la zone euro a poursuivi sa reprise mais, comme attendu, sur un rythme lent.

1.3.2 *Une reprise encore lente dans la zone euro*

La reprise économique est restée lente dans la zone euro (sur un rythme de 1% l'an pour la croissance du PIB) et inégale entre pays membres. Certes, les politiques de consolidation budgétaire et leurs effets restrictifs se sont atténués dans la zone. Mais la croissance est encore freinée par la nécessité de réduire l'endettement privé et public dans plusieurs pays. Par ailleurs, la progression des exportations est limitée par la baisse de régime de certaines économies émergentes. En outre, les conditions de financement et l'accès au crédit restent difficiles pour les PME dans les pays européens les plus frappés par la crise, ce qui entrave le redressement de l'investissement et de l'emploi. De fait, la décrue du taux de chômage dans la zone euro (un peu inférieur à 12%) n'est que très graduelle. Enfin, si les coûts d'emprunt des Etats, naguère en butte à une forte défiance des investisseurs, ont connu une franche décrue, la hausse des prix est devenue très faible. Les taux d'intérêt ont baissé moins vite que l'inflation, ce qui a contribué à des taux d'intérêt réels en hausse.

L'inflation campe à un niveau très bas dans la zone euro (0,5% sur un an en juin comme en mai) pour plusieurs raisons : stagnation des prix en dollar des matières premières (hormis pour quelques produits alimentaires) à cause d'une croissance mondiale modérée ; appréciation de l'euro depuis son point bas de mi-2012, au plus fort de la crise des dettes souveraines ; progression très ralentie des salaires, hormis en Allemagne, sous l'effet du chômage élevé et de la quête de gains de compétitivité.

1.3.3 *Une croissance encore faible en France*

En tendance, la progression du PIB en France au 1^{er} semestre est restée inférieure à 1% en rythme annuel. Contrairement à d'autres pays européens où les plans de rééquilibrage des finances publiques ont commencé plus tôt, la politique budgétaire reste contrainte dans l'Hexagone tandis que la politique de l'offre (baisse des charges sociales notamment), mise en œuvre pour redresser la compétitivité, l'investissement et l'emploi, ne portera ses fruits que progressivement.

Dans ce contexte, la consommation des ménages a stagné peu ou prou sur le semestre et l'investissement total s'est contracté : les investissements des administrations publiques sont en berne, tout comme les achats de logements neufs par les ménages et les dépenses en capital des entreprises esquissent tout juste une reprise. Enfin, le chômage a poursuivi sa hausse, sur un rythme plus lent cependant.

1.3.4 *Rechute des taux d'intérêt, surtout dans la zone euro et hausse des principaux indices boursiers*

La lenteur de la reprise et la faiblesse de l'inflation dans la zone euro ont contribué à une rechute générale des taux d'intérêt, y compris pour les emprunts des Etats européens les moins bien notés. Le recul des taux s'est accentué en fin de semestre, la Banque Centrale Européenne (BCE) ayant annoncé son intention d'agir pour éviter que le déclin de l'inflation ne dégénère en déflation.

De fait, la BCE a baissé ses taux d'intérêt directeurs le 5 juin et pris de nouvelles mesures de soutien monétaire, notamment pour ranimer le crédit bancaire. En conséquence, les taux courts des grands pays de la zone euro (Allemagne et France notamment) ont décroché en fin de semestre. De même, les taux interbancaires, qui avaient amorcé depuis le début de l'année une remontée sous l'effet de la réduction des excédents de liquidités bancaires, ont rechuté en juin (à 0,24 % pour l'Euribor 3 mois en moyenne mensuelle et à 0,08 % pour l'EONIA). Les taux des obligations d'Etat les mieux notées, qui avaient commencé à se redresser à partir de mai 2013, sont aussi repartis à la baisse au 1^{er} semestre. Le rendement de l'OAT 10 ans est retombé nettement sous la barre de 2% (1,60 % le 30 juin) et son homologue allemand sous le seuil de 1,5%.

Du côté des Bourses, la conjonction d'une croissance mondiale modérée avec une inflation faible et des taux d'intérêt bas a contribué à une nouvelle progression au 1^{er} semestre des places boursières européennes, dont celle de Paris (+3 % sur l'ensemble du 1^{er} semestre).

1.3.5 *Hausse de l'euro face au dollar et baisse de l'euro face à la livre sterling*

Malgré une économie plus dynamique outre-Atlantique qu'en Europe, l'euro a continué de s'apprécier en tendance par rapport au dollar au 1^{er} semestre, du moins jusqu'à début mai lorsqu'il s'est approché de 1,40\$ contre 1,37\$ en moyenne en décembre 2013. Il est en effet resté soutenu par l'apaisement progressif de la crise de la dette dans la zone euro, après le pic de tensions de mi-2012, par l'apparition d'un excédent extérieur significatif et enfin par le fait que la Réserve fédérale a continué de créer des liquidités en dollars, contrairement à la BCE. Cependant, la décision de la BCE d'agir contre le risque de déflation a fait redescendre l'euro à 1,36\$ en moyenne en juin.

Face à la livre en revanche, l'euro s'est déprécié en tendance, de 0,84£ en décembre 2013 à 0,80£ en juin, en dépit d'un lourd déficit extérieur du Royaume-Uni, car la devise britannique a été soutenue par la reprise économique plus vive outre-Manche.

1.3.6 *Stabilité persistante du cours du pétrole malgré la crise russo-ukrainienne*

Comme en 2013, le cours du pétrole en dollars est resté sans tendance, autour d'une moyenne semestrielle un peu inférieure à 110\$ pour le baril de Brent de la mer du Nord. La crise russo-ukrainienne et en juin, les combats en Irak, n'ont pas suscité de mouvements haussiers majeurs sur le cours de l'or noir. En effet, ces tensions géopolitiques n'ont pas perturbé l'approvisionnement du marché pétrolier mondial.

Du côté des fondamentaux économiques, la stabilité du cours du baril s'explique par une demande pétrolière mondiale qui reste assez peu dynamique, en lien avec une croissance mondiale elle-même modérée, tandis que l'offre est soutenue par l'expansion de la production de pétrole de schiste aux États-Unis.

1.4 Environnement réglementaire

1.4.1 *La Poste publie le tableau de bord du service universel pour l'année 2013*

Le 31 mars 2014, La Poste a publié le tableau de bord du service universel pour l'année 2013. Ce document, également transmis à l'ARCEP (Autorité de régulations des communications électroniques et des postes), à la DGCIS (Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services) et à la CSSPPCE (Commission Supérieure du Service Public des Postes et des Communications Electroniques), détaille les délais d'acheminement des principaux produits du service universel (Lettre prioritaire, Lettre verte, Lettre recommandée, courrier industriel, courrier transfrontière communautaire, Colissimo guichet, presse), l'accessibilité du réseau de La Poste au travers de ses points de contact postaux et de ses boîtes aux lettres de rue, ainsi que le traitement des réclamations.

En matière de délais d'acheminement :

- Lettre prioritaire égrenée J+1 : la qualité de service de la Lettre prioritaire atteint son deuxième meilleur résultat historique, avec 87,4 % des lettres distribuées en J+1 (87,9% en 2012) pour un objectif supérieur à 85 %.
- Lettre verte : la qualité de service se consolide à un niveau élevé proche de 93 %, après seulement deux ans d'existence.
- Lettre recommandée : la qualité de service est à son plus haut niveau, avec 95,2 % des lettres distribuées en J+2, dépassant l'objectif fixé de 93 %.
- Courrier industriel : La Poste s'engage contractuellement vis-à-vis de ses clients émetteurs de courrier industriel sur un niveau de qualité de service mensuel de 95 %. Ce taux a été systématiquement dépassé.
- Colissimo guichet : les colis du service universel bénéficient de l'amélioration globale du réseau d'acheminement et de livraison de La Poste. La qualité de service s'élève à 89,4 % pour un objectif de 88 %.

Par ailleurs, en matière d'accessibilité, La Poste respecte, avec ses 17 100 points de contact, ses obligations de présence territoriale.

Pour mémoire, La Poste doit satisfaire simultanément trois critères d'accessibilité au titre du service universel :

- National : « au moins 99 % de la population nationale doit être à moins de 10 km d'un point de contact postal » ;
- Départemental : « au moins 95 % de la population de chaque département doit être à moins de 10 km d'un point de contact postal » ;
- Communal : « toutes les communes de plus de 10 000 habitants doivent disposer d'au moins un point de contact postal par tranche de 20 000 habitants ».

1.4.2 **Un troisième contrat de présence postale territoriale 2014-2016 en continuité des précédents**

Le nouveau contrat de présence postale territoriale 2014-2016 a été signé le jeudi 16 janvier 2014. La continuité s'illustrera par la poursuite de la rénovation des bureaux et le développement des partenariats, particulièrement à travers la mutualisation de services aux publics, tandis que l'innovation sera incarnée par l'adaptation de la présence postale aux besoins diversifiés des territoires et des populations, en tenant compte des évolutions des technologies. Le montant prévisionnel des ressources du fonds de péréquation est reconduit pour un montant annuel de 170 millions d'euros, soit un total de 510 millions d'euros sur la période du contrat.

En focalisant l'attention sur l'accessibilité numérique et la mutualisation, le nouveau contrat de présence postale territoriale s'inscrit en adéquation avec les orientations stratégiques du Groupe La Poste et en adéquation avec les fortes attentes des territoires. Le périmètre d'intervention du fonds de péréquation fait l'objet d'une extension du périmètre rural et intègre les ZUS telles que définies aujourd'hui.

Par ailleurs, ce nouveau contrat se caractérise par une représentation plus forte des commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT) au sein de l'observatoire national de présence postale (ONPP). Les missions de ce dernier sont élargies et les CDPPT se voient confier de nouvelles attributions.

1.4.3 **La Commission Européenne approuve les compensations de service public en faveur de La Poste française concernant la présence territoriale et la presse**

La Commission européenne a conclu le 26 mai 2014 que l'abattement fiscal que la France octroie à La Poste pour la période 2013-2017 pour maintenir une haute densité de présence postale était conforme aux règles de l'Union Européenne relatives aux aides d'Etat. Elle a également autorisé le versement d'une subvention pour le financement de la mission de transport et distribution de la presse confiée à La Poste sur la période 2013-2015. La Commission a estimé que les deux aides n'étaient pas susceptibles de fausser la concurrence de manière indue au sein du marché unique, notamment parce qu'elles ne compensent que partiellement le coût net des missions de service public confiées à La Poste :

- La mission de présence territoriale vise à garantir une forte densité du réseau postal, au-delà des contraintes imposées par le service universel, notamment dans les régions rurales. Pour son financement, le contrat de service public entre l'Etat et La Poste pour la période 2013-2017 prévoit que La Poste bénéficiera d'un abattement de fiscalité locale d'environ 170 millions d'euros par an (soit 850 millions d'euros au total sur l'ensemble de la période).
- La mission de transport et de distribution de la presse impose à La Poste de faire bénéficier de tarifs réglementés avantageux les publications reconnues d'intérêt général. Le protocole d'accord signé en 2008 par l'Etat, La Poste et les syndicats de Presse prévoit que La Poste bénéficie, pour la réalisation de cette mission, de subventions, dont le montant cumulé indiqué pour la période 2013-2015 s'élève à 597 millions d'euros.

Les discussions initiées fin 2013 sur les évolutions des aides à la presse sont toujours en cours. Toutefois, en 2014, l'Etat ne versera pas à la Poste le montant que prévoyait les accords initiaux dans le cadre de la contribution de l'Etat au service public de transport postal de la presse, mais celui prévu à la Loi de Finance 2014, soit 150 millions d'euros.

1.4.4 **Mise en œuvre de la feuille de route du Livre vert sur la livraison de colis**

Le 10 avril 2014, la Commission européenne a lancé l'atelier de mise en œuvre de la feuille de route du Livre vert intitulé « Un marché intégré de la livraison de colis pour soutenir la croissance du e-commerce dans l'UE ».

La Commission européenne avait publié le 16 décembre 2013 sa feuille de route relative à l'achèvement du marché unique concernant la livraison de colis.

Cette feuille de route s'inscrit dans le cadre des travaux de la Commission concernant le développement du commerce électronique. Elle fait suite au Livre vert de 2012 sur l'intégration du marché de la livraison de colis. Elle propose de nouvelles actions pour résoudre les problèmes entourant la livraison et les difficultés rencontrées par les consommateurs et les détaillants en ligne dans l'Union Européenne.

1.4.5 *La Poste augmente les tarifs du courrier et du colis*

- ✓ Hausse des tarifs du courrier le 1^{er} janvier 2014

La Poste a procédé à une hausse tarifaire de 3 % en moyenne au 1^{er} janvier 2014 pour maintenir un service universel de haute qualité. La Lettre verte est passée de 0,58 à 0,61 euro et le timbre prioritaire de 0,63 à 0,66 euro. L'économie de 5 centimes assurée par la Lettre verte est donc maintenue. La Lettre en ligne est restée à 0,99 euro. Eu égard au contexte économique difficile, La Poste a limité à 1,8% l'augmentation des tarifs du courrier industriel et les tarifs des offres Destineo Esprit Libre et Découverte, adaptées aux PME, n'augmenteront pas. Le prix du timbre reste dans la moyenne des postes européennes.

- ✓ Hausse des tarifs du colis le 1^{er} mars 2014

Les évolutions tarifaires du colis ont eu lieu le 1^{er} mars suite à l'avis favorable de l'ARCEP (n°2014-0164). Le colis métropole voit ses tarifs augmenter de 2,9 % en moyenne, celui de la première tranche de poids (0 - 250 g) demeurant inchangé à 5,50 €. Le colis international, dont les tarifs étaient restés inchangés depuis 2011, a vu ses tarifs augmenter en moyenne de 1,6 %, la zone A (Europe) n'ayant subi aucune augmentation tarifaire.

1.4.6 *Evolution de l'environnement bancaire*

Les nouvelles normes internationales sur les fonds propres des banques, plus connues sous le nom d'« accord de Bâle III », ont été transposées sous la forme d'un règlement « CRR » et d'une directive « CRD IV » dans le cadre juridique de l'Union Européenne. Elles s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2014 et intègrent une phase de transition jusqu'en 2018.

1.4.7 *Environnement concurrentiel*

L'enquête de l'Autorité de la concurrence ouverte en 2010 concernant le secteur du transport et de la messagerie en France couvre plusieurs opérateurs de l'express, dont Chronopost et Exapaq.

Une notification de griefs a été communiquée le 30 juin 2014, conduisant le Groupe à constituer par prudence une provision pour risque.

1.5 Croissance externe et partenariats

1.5.1 *GeoPost*

1.5.1.1 *GeoPost et Neopost signent un accord sur la création et l'exploitation de consignes automatisées*

GeoPost et Neopost, leader européen de l'équipement des salles de courrier, ont signé le 28 janvier 2014 un accord portant sur la création et l'exploitation de consignes automatisées et sécurisées destinées à la livraison et au retour de colis en France.

Cet accord prévoit un premier déploiement d'environ 1 500 consignes d'ici 2016 pour arriver à terme à plus de 3 000 consignes qui seront installées par Packcity France, société commune créée par Neopost et GeoPost.

Dans un contexte de fort développement du e-commerce, ces consignes Packcity situées dans des lieux faciles d'accès apporteront une solution flexible et sécurisée aux clients destinataires de colis. Cet accord permet ainsi à GeoPost de compléter l'offre de solutions de livraison proposée par le Groupe La Poste en France. Les besoins de financement envisagés dans le cadre de cet accord seront de l'ordre de 50 millions d'euros, dont deux tiers pour Neopost et un tiers pour GeoPost. Les deux partenaires exploreront des possibilités de déployer des réseaux similaires dans d'autres pays européens.

1.5.1.2 DPD Polska fait l'acquisition de Siódemka

DPD Polska, filiale de GeoPost en Pologne, a signé le 11 avril 2014 un accord d'acquisition de 100% du capital de l'opérateur polonais Siódemka auprès du fonds d'investissement Abris Capital Partners. Cette acquisition reste néanmoins soumise à l'approbation des autorités locales de la concurrence (accord attendu dans le courant de l'été) et Siódemka n'est donc pas intégré dans les états financiers du Groupe au 30 juin 2014.

Siódemka, un des leaders du marché domestique polonais du colis, a réalisé un chiffre d'affaires de 80 millions d'euros en 2013 pour 27 millions de colis transportés, dont 30% sur le B2C et dispose d'une base de clientèle très complémentaire à celle de DPD.

Cette acquisition permettra à DPD Polska de renforcer fortement sa position sur le marché de l'express en Pologne en devenant l'un des deux leaders du marché domestique.

1.5.1.3 GeoPost renforce sa participation au sein de Worldnet Direct au Royaume-Uni

GeoPost UK a annoncé début mai 2014 avoir renforcé sa participation au capital du prestataire logistique britannique Worldnet Direct (WnDirect) pour la porter à 63,5 %. WnDirect, établie en novembre 2011, a réalisé un chiffre d'affaires de 71 millions d'euros en 2013. Cette société offre une solution de livraison internationale par avion au domicile pour les colis B2C, spécialement conçue pour répondre aux besoins spécifiques du marché de l'e-commerce : fiabilité, rapidité et flexibilité. WnDirect, spécialisée dans la livraison pour les e-commerçants, opère au Royaume-Uni et aux États-Unis. Elle propose également des solutions de livraison vers la Russie, la Chine, le Brésil et le Moyen-Orient. Elle prévoit d'ouvrir des centres de traitement supplémentaires à travers le monde. Grâce à cette acquisition, GeoPost et ses filiales accèdent à un marché très dynamique et à fort potentiel.

1.5.2 Services-Courrier-Colis : création de Proximy, 1^{er} acteur de portage de presse en Ile-de-France

Les sociétés de portage de presse du Groupe Amaury et du Groupe La Poste, respectivement la SDVP et Neopress, ont annoncé avoir finalisé leur accord de fusion en avril 2014. La nouvelle co-entreprise, baptisée Proximy, est détenue à 75% par le Groupe Amaury et à 25% par le Groupe La Poste.

Elle a pour ambition de renforcer l'offre de portage proposée aux éditeurs de presse et aux abonnés et de développer de nouvelles offres de services dans le secteur de la distribution de proximité en Ile-de-France (volume annuel combiné de plus de 130 millions d'exemplaires de presse) et dans l'Oise. Cette alliance des deux principaux acteurs du portage de la presse en Ile-de-France confirme et renforce l'engagement du Groupe La Poste dans le portage de presse multi-titres.

1.5.3 *La Banque Postale : Acquisition de Sofiap*

La Banque Postale a annoncé le 20 mai 2014 l'acquisition auprès du Crédit Immobilier de France et de la SNCF d'une participation dans Sofiap. Désormais détenue à 66 % par La Banque Postale et 34 % par la SNCF, Sofiap gère un encours de crédits de plus de 1,6 milliards d'euros avec plus de 24 000 clients, essentiellement employés par la SNCF, en s'appuyant sur une équipe de près de 120 personnes réparties entre son siège et une trentaine d'agences en France.

Pour La Banque Postale, cette acquisition s'inscrit dans sa dynamique de développement sur le marché des particuliers et notamment sur le crédit immobilier. Avec Sofiap, LBP poursuit le renforcement de ses activités d'accession sociale à la propriété.

1.6 Nouveaux produits et services

1.6.1 *Développement des activités du facteur connecté*

Le Courrier poursuit le déploiement de son nouvel outil de travail : FACTEO. Cet équipement facilite les opérations courantes des facteurs et permet d'offrir de nouvelles fonctionnalités, au service de la proximité, de la qualité et de l'innovation pour l'ensemble des clients de La Poste, expéditeurs comme destinataires de courrier.

Le terminal propose 3 principaux usages : « Mon téléphone » (un usage de type téléphonie, SMS, email, internet), « Ma Poste » (un accès aux actualités du Groupe et aux informations internes) et « Ma Tournée » (un accès aux fonctionnalités facilitant la tournée du facteur et les services rendus aux clients).

L'objectif de déploiement est de près de 40 000 terminaux à fin 2014, soit de l'ordre de 45% des facteurs équipés. Cet investissement est un signe fort de l'avenir du métier de facteur, de sa modernité et de sa capacité à répondre aux nouvelles attentes des clients en matière de services de proximité et de relations de confiance.

Trois applications sont déjà implémentées en lien avec le déploiement de FACTEO : une permettant la signature des objets suivis, une dédiée aux procurations et une troisième pour gérer les réexpéditions. La Branche Services-Courrier-Colis poursuit par ailleurs ses réflexions et la mise en œuvre de nouveaux services au domicile pour les particuliers, notamment Cohésio (service qui consiste en une visite régulière, par les facteurs, au domicile des personnes isolées et/ou fragiles), Relevéo (service de relevé de compteurs d'énergie pour le compte des entreprises du secteur), différents portages (courses, livres, CD, médicaments), photos « d'expertise » pour le compte de sociétés d'assurance, prestations d'installations techniques, prestations de recensement d'offre d'emplois...

1.6.2 *Élargissement des activités de GeoPost*

1.6.2.1 *Extension de l'offre Predict*

Predict est un service permettant au destinataire de choisir le moment où sa livraison doit être effectuée. Un message texte (SMS) et/ou un email est envoyé au destinataire avec une proposition de présentation sur une plage horaire spécifique pour un jour déterminé et la possibilité de reporter la livraison à un autre jour (rééchelonnement). Lancé au Royaume-Uni, Predict est aujourd'hui disponible dans 18 pays en Europe. Par ailleurs, Predict est disponible non seulement pour les envois domestiques mais aussi pour les expéditions internationales, dans la plupart des pays.

DPD UK offre depuis mars 2014 une version améliorée de Predict à tous ses clients anglo-saxons. Cette mise à jour permettra aux clients d'accéder à trois nouvelles options de livraison en plus des options déjà disponibles « changer le jour de livraison » et « livrer au voisin » :

- « Livrer à un endroit sécurisé »

- « Récupérer au dépôt le plus proche »
- « Mise à jour de ma livraison » : permet aux clients de choisir des options de livraison par exemple un service « avant 10h »

Par ailleurs, DPD a lancé la livraison le samedi en Allemagne et le dimanche au Royaume-Uni.

1.6.2.2 Pickup Services passe le cap des 13 000 relais en Europe dont 7 000 en France

En réponse à une demande croissante, GeoPost, grâce à sa filiale Pickup Services, offre à ses clients une solution de livraison flexible et compétitive au travers des réseaux de points relais. Ce réseau dense renforce la proximité et l'accessibilité à tous les clients des services du Groupe. Ainsi, en Europe, GeoPost dispose désormais d'un réseau total de 20 000 points relais.

1.6.2.3 Pickup Services lance « la navette pickup »

Pickup, le réseau de relais de GeoPost, a lancé mercredi 4 juin une offre innovante intitulée « la navette pickup ». Elle permet aux particuliers de s'envoyer des colis grâce au réseau de commerces de proximité répartis sur le territoire français. Cette solution d'envoi de relais à relais est destinée tout particulièrement aux nouveaux modes de consommation collaborative : l'achat-vente, la location ou le troc. Ce service vise en particulier les échanges locaux et régionaux, peu couverts jusqu'à présent.

Des pochettes souples, qui sont à la disposition des clients dans les relais Pickup, servent de navette. Conçues pour accueillir la plupart des objets de la vie courante, ces pochettes sont réutilisables de manière illimitée.

Pickup Services vise un marché d'environ 200 millions de transactions annuelles entre particuliers en France. Actuellement disponible dans 4 000 points relais, « La Navette Pickup » sera proposée dans quelques mois dans les 7 000 points relais du réseau en France. Pickup veut également étendre ce service en Europe, notamment au Benelux (où il compte 4 000 relais), au Portugal, en Espagne et au Royaume Uni.

1.6.3 Elargissement du portefeuille de La Banque Postale

1.6.3.1 La Banque Postale lance son offre PEA-PME

Depuis le 5 mai, La Banque Postale commercialise le PEA-PME, le nouveau compte-titres instauré par la loi de finances 2014 dont l'objectif est de faciliter le financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. La Banque Postale réaffirme son engagement de "Banque Citoyenne" en proposant à ses clients une offre leur permettant de diversifier leur patrimoine financier tout en participant au financement des PME/ETI françaises. Dans le cadre du PEA-PME, La Banque Postale propose d'investir dans le nouveau fonds Tocqueville PME, géré par Tocqueville Finance, sa filiale spécialisée en gestion de petites et moyennes valeurs.

1.6.3.2 La Banque Postale a renforcé sa gamme de produits pour les clients patrimoniaux

La Banque Postale a renforcé au premier semestre 2014 sa gamme de produits pour les clients patrimoniaux avec le lancement de trois nouveaux contrats d'assurance-vie haut de gamme : Cachemire 2 et Cachemire Patrimoine, proposés en partenariats avec la CNP, ainsi que Satinium, contrat de mandat de gestion.

1.6.3.3 La Banque Postale continue son développement numérique

Dans le domaine de l'innovation, La Banque Postale a lancé une application mobile permettant de gérer sa carte prépayée partout et à tout moment depuis un Smartphone. La Banque Postale a également lancé en mai 2014 le service de paiement sans contact sur Smartphone.

1.6.4 **Continuer à renforcer l'attractivité du Réseau**

1.6.4.1 **L'impression 3D**

Depuis fin 2013, les clients peuvent découvrir l'impression 3D dans 3 bureaux parisiens. Dans chacun de ces bureaux, un espace de service autour de la 3D a été aménagé, pour permettre aux particuliers comme aux professionnels de concevoir des objets, à partir de leurs propres fichiers 3D, d'un catalogue proposant plusieurs dizaines de références ou même d'un dessin. Le projet devrait connaître un développement ciblé dans différentes villes en France.

1.6.4.2 **Les tablettes numériques**

Depuis fin 2013, les clients de 50 agences postales communales (APC) peuvent utiliser des tablettes tactiles. Les clients accèdent ainsi aux offres de La Poste sur Internet pour, par exemple, consulter leurs comptes via La Banque Postale et gérer leurs factures sur La Poste Mobile. En même temps, La Poste leur donne accès aux sites Internet de certains services publics comme la Sécurité sociale, la Caisse d'allocations familiales, Pôle emploi...

1.6.5 **La Poste Mobile, un opérateur compétitif**

Présent sur le marché depuis mai 2011, La Poste Mobile a franchi en début d'année le cap du million de clients et poursuit son développement commercial sur le premier semestre 2014.

1.6.5.1 **Lancement des offres 4G**

La Poste Mobile a lancé le 27 janvier 2014 ses offres 4G accessibles pour tous, en s'appuyant sur le réseau de son partenaire SFR : ses 3 forfaits avec mobile 2 Go et plus intègrent tous la 4G, sans augmentation de tarif et les forfaits SIM sont enrichis d'une nouvelle offre 4G 5 Go 24 heures sur 24. Grâce au réseau SFR, ces offres couvrent plus de 40 % de la population en 4G, dans plus de 1 300 villes.

1.6.5.2 **Offre Quatro**

Lancée le 22 avril 2013 en partenariat avec SFR (offre quadruple play Internet, télévision, téléphonie fixe et mobile), l'offre Quatro confirme son succès : 23 000 box ont été commercialisées depuis le début de l'année (20 000 sur l'ensemble de l'année 2013).

1.6.5.3 **Offre « Prépayé International »**

La Poste Mobile a lancé le 7 avril 2014 son offre « Prépayé International » destinée à tous ceux qui, en France, souhaitent garder le contact avec leurs proches résidant à l'étranger. Le succès de cette offre a été immédiat puisque 82 000 lignes prépayées ont été commercialisées au 30 juin 2014.

1.6.6 **Un nouveau Webmail pour La Poste**

La Poste propose une nouvelle version de sa messagerie Laposte.net avec une interface totalement revisitée et de nouvelles fonctionnalités. Ce nouveau Webmail offre une navigation simplifiée, rapide et mobile grâce à une interface permettant une navigation optimale à la fois sur Internet fixe et mobile. Cette nouvelle version équipera tous les utilisateurs d'ici fin septembre, soit plus de 3,8 millions de comptes. Laposte.net est aujourd'hui le sixième Webmail utilisé par les Français et compte plus de 3,8 millions d'utilisateurs. Avec 100% de ses données hébergées en France et l'intégration de la solution d'archivage sécurisée Digiposte, ce service s'inscrit dans la lignée des engagements de La Poste, qui place la confiance au coeur de ses solutions, aussi bien physiques que numériques.

1.7 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

1.7.1 *La Poste développe le fret combiné*

La Poste a annoncé, jeudi 19 juin 2014, qu'elle investira 100 millions d'euros entre 2014 et 2016 afin de développer le fret combiné pour le transport du courrier, des petits colis et de la presse en France. Ce plan est basé sur une stratégie multimodale qui associe les transports ferroviaire et routier, l'avion (uniquement pour les flux à J + 1 qui le nécessitent) et, à terme, le transport fluvial.

La Poste construit une nouvelle plateforme de transport multimodale polyvalente à Bonneuil sur Marne, dans le Val-de-Marne. Le port autonome de cette ville est en effet idéalement situé, au confluent de 3 flux économiques qui desservent le Nord, le Sud-Ouest et de l'axe Lyon-Marseille. Pivot d'un nouveau réseau de fret combiné, cette plateforme accueillera aussi une activité de logistique e-commerce avec la préparation et l'envoi des commandes de e-commerce à destination de leurs clients en France et dans le monde entier. Son ouverture coïncidera avec l'arrêt du transport du courrier par TGV, un moyen de transport choisi il y a 30 ans, mais inadapté aux nouveaux usages des clients. Le volume de courrier transporté par train sera plus important demain avec le fret combiné qu'aujourd'hui avec le TGV.

Ce projet, qui prolonge 170 années d'histoire entre le rail et La Poste, réaffirme son choix pour ce mode de transport fiable et respectueux de l'environnement. Avec ce plan, La Poste pourra réduire ses liaisons routières de 638 000 km en Ile-de-France et économiser plus de 1 800 tonnes d'émissions de CO2 chaque année.

1.7.2 *La Poste reconduit l'accord avec COPACEL*

La Poste a reconduit le 7 mars l'accord conclu en 2013 avec Copacel. Cette association réunit les papetiers recycleurs français qui traitent les papiers de bureau collectés via l'offre Recy'go de La Poste.

La Poste et l'Union française des papiers, cartons et cellulose (Copacel) s'inscrivent dans une économie écoresponsable en particulier en limitant les importations de papier et les exportations de papier usagé et participe à la création d'emplois en France.

1.7.3 *Lancement de l'Offre Print Solidaire et obtention du trophée de bronze des achats eco-responsables*

MEDIAPOST a lancé début 2014 une offre d'impression solidaire à destination de ses clients. Avec SOLUTIONS PRINT SOLIDAIRE, MEDIAPOST est la seule entreprise à proposer sur le marché une offre d'impression solidaire, neutre en CO2 et 100 % responsable. Les caractéristiques de cette offre sont les suivantes :

- Référencement d'entreprises adaptées respectueuses de l'environnement
- Papier issu de forêts gérées durablement ou recyclé
- Transport : massification des flux, impression au plus près du lieu de livraison
- Offre neutre en CO2 : MEDIAPOST garantit la neutralité carbone de l'ensemble de ses prestations (papier, impression, énergie, transport, distribution)
- Construction des offres avec les imprimeurs
- Partenariat pour la commercialisation des prestations

L'offre Print a été primée, le 17 mars 2014, par le magazine Décisions-Achats et a obtenu le trophée de Bronze dans la catégorie achats éco-responsables.

1.7.4 **La Poste concrétise son engagement dans la Silver Economie**

Le Groupe a répondu à un appel à projet de la Commission Lauvergeon. Un consortium : Tikeasy (fabricant), Bayard Presse (apporteur de contenu), Archos (développeur d'applications pour les seniors) et le Groupe La Poste ont fait la proposition d'une tablette numérique simple d'utilisation permettant l'accès aux services et au lien social. Cela permet à La Poste de se positionner comme un acteur complet sur ce marché (distribution, proposition de services au travers de Cohésio).

1.7.5 **Le Groupe La Poste partenaire de l'économie collaborative**

En mai 2014, le Groupe La Poste a été grand partenaire du OuiShare Fest, pour la 2^{ème} édition de cet événement qui réunit la communauté internationale de professionnels travaillant sur le futur de l'économie collaborative. Le Groupe accompagne ainsi le développement de modèles économiques où l'usage prédomine sur la propriété et où l'usage d'un bien ou d'un service peut être augmenté par le partage, l'échange, le troc, la vente ou la location, avec une forte dimension de proximité. Ces modèles horizontaux reposent souvent sur la création et l'animation de communautés dont la croissance est facilitée par des plateformes numériques.

1.7.6 **Un engagement accru en faveur des populations vulnérables**

En mai et juin, a été diffusé sur les écrans TV des bureaux de poste un film encourageant l'utilisation du service de mise en relation directe à distance entre des personnes sourdes et un postier sourd, via internet et une webcam sur le site www.laposte.fr.

Deux brochures d'information sur les modalités d'accès aux offres de La Poste à destination des personnes en situation de handicap physique, sensoriel et intellectuel ont par ailleurs été publiées en mai. Ces 2 brochures s'inscrivent dans une série et permettent d'apporter un maximum d'informations sur l'accessibilité des offres du Groupe La Poste aux personnes vulnérables.

Le 13 mars 2014 a été signée la 3^{ème} convention permettant de pérenniser pour les quatre prochaines années la relation partenariale avec FTDA (France Terre d'Asile). Il s'agit de favoriser l'accès à l'offre des demandeurs d'asile et des réfugiés. Cette convention complète le partenariat plus général signé avec l'OFII en octobre 2012. Pour la première fois, un volet bénévolat (notamment pédagogie financière) a été ajouté aux actions de formation du réseau et d'adaptation des procédures.

1.7.7 **Signature de la charte Monalisa (MObilisation NAtionale contre L'ISolement des Agés) le 27 janvier 2014**

L'objectif de MONALISA : favoriser partout en France la création "d'équipes citoyennes" mobilisées contre l'isolement social des personnes âgées. En signant cette Charte portée par la ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie, le Groupe s'est engagé à coopérer avec les parties prenantes à la mobilisation, notamment en fournissant son infrastructure de communication et en promouvant l'engagement citoyen auprès de ses collaborateurs. Cette action complète et enrichit la prise en compte par Le Groupe du vieillissement de la population.

1.7.8 **Participation du Groupe à la semaine des défis MECENOVA 16-20 juin 2014**

Pour la troisième année consécutive le Groupe s'est associé à l'IMS (club d'entreprise) et à une trentaine d'entreprises pour une semaine d'engagement des collaborateurs. Des manifestations ont été organisées sur tout le territoire. Cela a été l'occasion de signer une convention avec le foyer de Cachan pour un programme de parrainage des élèves du lycée professionnel et d'animation de cours par des postiers bénévoles.

1.7.9 **La Poste : 1^{er} prix des achats de textile équitable au niveau européen**

La Ville de Paris et la Poste remportent les 1^{ers} Trophées européens des achats publics de textile équitable, lors de la conférence finale du projet européen sur les achats publics, le 27 mars 2014, à Brême.

1.7.10 *L'Appui*

Le 24 juin, le président de la République François Hollande a présenté les 15 initiatives d'engagement solidaire retenues dans le cadre de son projet « La France s'engage ». « L'Appui » de La Banque Postale, plateforme de conseil et d'orientation bancaire et budgétaire dédiée aux clientèles en situation de fragilité financière, fait partie de ces initiatives remarquées.

1.8 La Poste, un employeur responsable

1.8.1 *La mise en œuvre des engagements QVT*

1.8.1.1 *M@P: construire son projet d'évolution professionnelle*

Pour permettre à tous d'accéder à l'information sur les métiers du Groupe, les parcours d'évolution interne et externe, les dispositifs de formation, ainsi que la bourse d'emplois, La Poste a mis en ligne en mai 2014 un site dédié à l'évolution professionnelle : « **m@p**, Mon avenir avec la Poste ». Chaque postier dispose ainsi, en un seul point, de l'ensemble des ressources et informations nécessaires à la construction de son projet professionnel. Il est notamment possible de visualiser, sur une carte interactive, les établissements de la Poste situés à proximité/dans son bassin de vie, ou encore les lieux où l'on peut exercer des activités appartenant à une famille de métiers particulière (relation et gestion clients, management opérationnel...)

1.8.1.2 *Des progrès supplémentaires en matière de santé au travail*

La Poste poursuit ses actions entreprises en matière d'accès à la médecine du travail et de prévention des accidents du travail.

Ainsi, en renforçant ses équipes de santé au travail (médecins, infirmières et secrétaires) et en optimisant encore l'organisation des visites, ce sont 18% de postiers supplémentaires qui ont bénéficié de leur visite médicale par rapport à l'an dernier à la même période.

A la fin du premier semestre 2014, le taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt a diminué de 11% par rapport à la même période de l'année précédente.

1.8.1.3 *Un service d'écoute et de soutien pour tous les postiers*

Un dispositif d'écoute externe a été déployé entre décembre 2013 et avril 2014. Gratuit, anonyme et confidentiel, il permet de bénéficier 24 h sur 24 d'un soutien psychologique via 2 numéros verts. Le premier est à vocation de tous les postiers et le second, destiné aux managers et aux acteurs RH, propose un accompagnement spécifique pour gérer des situations difficiles.

Les postiers ont ainsi à leur disposition une palette complète de solutions lorsqu'ils se trouvent confrontés à des situations difficiles dans leur vie personnelle ou professionnelle. Ce service est complémentaire à l'action d'accompagnement qu'assurent les managers, les RH, les équipes médicales et les assistantes sociales.

1.8.1.4 *Un dispositif complet de lutte contre les harcèlements*

La Poste s'est dotée d'un dispositif complet d'identification, de traitement et de prévention des situations en lien avec le harcèlement moral et le harcèlement sexuel.

Le dispositif existant en matière de harcèlement moral a fait l'objet d'un diagnostic qui a permis de le renforcer et de l'améliorer.

Parallèlement, l'entreprise s'est organisée pour lutter contre le harcèlement sexuel. Cela passe tout d'abord par la prévention à travers un dispositif de communication dédié. Par ailleurs, un protocole de traitement de tout cas signalé de harcèlement sexuel a été mis en place, et des binômes de RH et de managers volontaires ont été constitués au sein de chacune des branches, et spécialement formés pour mener les investigations sur ce sujet.

1.8.1.5 La formation des RH de proximité

A la fin du premier semestre 2014, le programme de formation initial à destination des RH de proximité a été totalement déployé dans toute la France. Cette formation vient en complément de celles proposées aux RH de proximité dans leurs Branches.

Ce sont donc 1 100 RH de proximité, pleinement opérationnels, qui appuient et accompagnent leurs collègues postiers au quotidien.

1.8.1.6 La participation à la semaine de la qualité de vie au travail

Pour la première fois, à travers de nombreux événements en région, la Poste s'est associée à la semaine de la qualité de vie au travail, qui s'est déroulée du 16 au 20 juin.

1.8.1.7 Les irritants RH

Afin de faciliter la vie quotidienne des postiers, plusieurs irritants RH, identifiés dans le cadre d'un chantier dédié, initié après la signature de l'accord QVT, ont été traités.

En particulier, chaque postier peut désormais consulter le solde de ses congés, tandis que le remboursement des frais professionnels a été simplifié. Des guides « RH plus simple, plus clair » à destination des RH de proximité ont également été publiés sur ces mêmes sujets.

1.8.2 Une dynamique de négociations

Le premier semestre 2014 a été marqué également par la signature de deux accords :

- Avec l'accord Contrat de génération, La Poste prend des engagements tant pour l'emploi des jeunes qu'en faveur de celui des seniors.
- La Poste et l'ensemble des organisations syndicales ont également signé un accord triennal concernant les aides et prestations logement dont peuvent bénéficier les postiers.

1.8.2.1 L'accord Contrat de génération

La Poste a engagé en juillet 2013 une négociation pour la mise en œuvre du contrat de génération qui a abouti le 22 janvier 2014 à la signature d'un accord avec les organisations syndicales FO, CFTD, CFTC et CGC-UNSA.

Créé par la loi du 1^{er} mars 2013, le contrat de génération répond à 3 enjeux : l'insertion durable dans l'emploi des jeunes, le maintien dans l'emploi et le recrutement des seniors ainsi que la transmission des savoirs et des compétences. La Poste a pris un certain nombre d'engagements sur la période de l'accord (2013, 2014 et 2015) pour amplifier sa politique en faveur de l'insertion des jeunes dans l'emploi. Elle s'engage ainsi à réaliser 60 % de ses recrutements en CDI auprès de jeunes de moins de 30 ans. Ces recrutements seront proposés en priorité à des jeunes qui ont été embauchés en emplois d'avenir, réalisé une formation par alternance ou exercé en contrat à durée déterminée au sein de La Poste.

S'agissant du maintien dans l'emploi ou du recrutement des seniors, La Poste s'engage à ce que la part d'embauche des salariés de 45 ans et plus soit supérieure à 4 % du total des embauches effectuées en CDI et qu'au moins 25% des postiers soient âgés de 55 ans et plus au 31 décembre 2015. La Poste a également prévu de renforcer l'accompagnement de la seconde partie de carrière des seniors.

L'entreprise s'engage sur un ensemble de mesures qui renforcent l'accompagnement des postiers exposés à des facteurs de pénibilité. Elles portent, par exemple, sur les droits individuels de formation et sur l'abondement des jours épargnés sur le compte épargne temps.

La Poste définit dans cet accord les dispositifs 2014 de Temps partiel aménagé seniors (TPAS) pour les fonctionnaires et les salariés de droit privé ainsi que les dispositifs spécifiques de TPAS ouverts aux postiers exerçant des fonctions exposées à la pénibilité. Le barème de l'indemnité complétant le TPAS ainsi que le barème de l'allocation spéciale de fin de carrière sont réévalués.

Enfin, un dispositif supplémentaire est créé pour les postiers, fonctionnaires comme salariés, accessible à partir de 59 ans.

La Poste s'engage à favoriser le transfert des compétences et à permettre notamment aux personnes en fin de carrière d'accéder à des missions tutorales. La Poste reconnaît, encadre l'activité de tuteur et crée une charte du tutorat. Tout jeune embauché en alternance ou en emploi d'avenir sera accompagné par un tuteur. Formé, ce dernier pourra bénéficier d'un parcours certifiant, valorisé dans les dispositifs de promotion.

Plus globalement, La Poste réaffirme à l'occasion de cet accord sa volonté de garantir à tous les niveaux de l'entreprise, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, l'égalité d'accès à l'emploi dans le cadre de la prévention des discriminations à l'embauche et ce, tout au long de la vie professionnelle.

1.8.2.2 L'accord Logement

La Poste et les organisations syndicales (la CGT, FO, SUD, la CFDT, la CFTC et la CGC-UNSA) ont signé le 7 avril un accord unanime sur le logement pour les années 2014 - 2016. Les mesures mises en œuvre depuis 2006 ont été actualisées et enrichies, en particulier pour aider les postiers débutants et faciliter l'accès au logement social.

Cet accord vise tout particulièrement à faciliter l'intégration des débutants et l'attribution de logements aux postiers. Les mesures mises en œuvre depuis les 2 précédents accords conclus en 2006 et en 2011 ont ainsi été actualisées et enrichies.

Les aides financières pour les débutants sont revalorisées. Elles sont étendues au secteur locatif social en Ile-de-France comme La Poste le fait déjà en province. Ainsi, un postier débutant logé dans le secteur social en Ile-de-France pourra bénéficier d'une aide financière de 1 566 euros en tout sur 18 mois.

Au-delà de sa contribution réglementaire pour le logement social, La Poste, avec cet accord, s'engage à maintenir son investissement pour acquérir des réservations de logements sociaux. En outre, La Poste élargit les mesures destinées à faciliter l'accession sociale à la propriété et propose l'hébergement temporaire en foyer pour les postiers qui en ont besoin.

L'accord prévoit par ailleurs d'accompagner les évolutions professionnelles et personnelles des postiers, que ce soit lors de l'implantation de nouveaux sites de La Poste ou dans le cadre de projets de mobilité. Des mesures de soutien pour les postiers en situations temporaires difficiles sont enfin prévues pour faciliter l'accès à un logement ou le maintien dans le logement actuel.

Au global, La Poste pourra ainsi loger chaque année près de 2 600 nouvelles familles de postiers dans un logement social, et faire bénéficier d'aides diverses au logement à 8 000 postiers.

1.8.3 La construction d'un pacte social

Le Pacte Social est le volet ressources humaines du plan stratégique du Groupe, dévoilé le 28 janvier dernier. Il vise, dans le contexte de transformation profonde et rapide de la Poste, à faire des postiers les acteurs et les bénéficiaires de cette transformation.

Chacun des postiers doit pouvoir construire son avenir, tout en bénéficiant d'une bonne qualité de vie au travail tandis que La Poste doit assurer son avenir en assurant son développement et en maîtrisant ses coûts.

Six grands axes ont été identifiés :

- En premier lieu la formation : un investissement dans la formation, la mobilité et les évolutions professionnelles répondant à l'évolution des activités de la Poste comme aux aspirations de développement des postiers ;
- Mais également l'agilité : le développement d'organisations et de régimes de travail plus souples favorisant également la qualité de vie au travail et une adaptation des effectifs à l'évolution des activités ;

- L'équité avec une réforme du système de promotion pour le rendre plus simple, plus lisible et plus équitable, tout en permettant de maîtriser l'évolution de la structure de classification. Ce volet porte aussi sur une révision de l'architecture du système de rémunération visant à combiner juste rétribution des postiers et maîtrise des coûts salariaux ;
- La proximité : une fonction RH plus proche des postiers, davantage centrée sur leur développement et dont la performance est améliorée par la modernisation du SIRH et la simplification des process RH ;
- La solidarité avec une amélioration des conditions de travail conduisant à une réduction de l'absentéisme et des accidents de travail et favorisant la prise en compte du vieillissement des postiers ;
- Et la confiance incluant des managers soutenus et reconnus dans le cadre d'une responsabilisation accrue et d'une gestion des talents qui tire profit de la taille et de la diversité du Groupe ainsi qu'un dialogue social renforcé à tous les niveaux.

Ces objectifs et les moyens que l'entreprise met ou compte mettre en œuvre pour les atteindre ont été présentés aux organisations syndicales lors d'une réunion plénière le 22 mai dernier, première étape de la négociation *Construire un avenir pour chaque postier*.

Une négociation a été engagée le 22 mai pour définir les garanties et les conditions d'accompagnement communes à tous les postiers dans le cadre des transformations à venir de la Poste : *Un avenir pour chaque postier*.

2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

2.1 Comptes 2013 pro forma

Suite à l'application au 1^{er} janvier 2014 des nouvelles normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats », un compte de résultat pro forma et un tableau de flux de trésorerie à fin juin 2013 ont été établis. La dette nette et les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2014 ont également été retraités.

2.1.1 *Impacts de la norme IFRS 11*

Les entités précédemment consolidées par intégration proportionnelle sont désormais présentées sur une ligne spécifique du compte de résultat du Groupe, sur base de la quote-part de leur résultat net (méthode de la mise en équivalence). Principales filiales concernées :

- Au sein de la branche Services-Courrier-Colis : Asendia
- Au sein de la branche GeoPost : Armadillo Bizpak et DTDC
- Au sein de la branche Réseau La Poste : La Poste Telecom (La Poste Mobile)
- Au sein de l'Immobilier : SCI Bataille

Les modifications apportées au compte de résultat sont les suivantes :

- Maintien de la ligne « Résultat d'exploitation » qui comprend le résultat opérationnel des sociétés consolidées par la méthode de l'intégration globale
- Ajout d'une ligne « Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint »
- Ajout d'une ligne « Résultat d'exploitation après quote-part du résultat des entreprises sous contrôle conjoint » intégrant la quote-part du résultat net des co-entreprises dans le calcul du résultat d'exploitation du groupe.

2.1.2 *Impact de la norme IFRS 10*

L'entrée en vigueur de la norme IFRS 10 a conduit à consolider globalement La Banque Postale Prévoyance (Branche La Banque Postale), alors qu'elle était antérieurement consolidée par intégration proportionnelle.

2.1.3 Tableaux de passage des comptes publiés 2013 aux comptes pro forma

2.1.3.1 Compte de résultat au 30 juin 2013

	Semestre clos le 30 juin		
	2013.06 Publié	Retraitements IFRS 10 & 11	2013.06 pro forma
<i>(en millions d'euros)</i>			
Performance opérationnelle du Groupe			
Produits opérationnels	10 948	-146	10 802
Résultat d'exploitation	483	10	493
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-	5	5
REX après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	483	15	498
<i>Marge opérationnelle</i>	4,4%	0,2 pt	4,6%
Résultat courant avant impôts	371	15	386
Résultat net part du groupe	396	-	396
<i>Marge nette</i>	3,6%	0,0 pt	3,7%
Intérêts minoritaires	4	12	15
Chiffres clés - La Banque Postale			
Produit Net Bancaire	2 760	27	2 786
<i>Coefficient d'exploitation</i>	83,2%	-0,5 pt	82,7%

2.1.3.2 Variation de la dette nette au 30 juin 2013

	Semestre clos le 30 juin		
	2013.06 Publié	Retraitements IFRS 10 & 11	2013.06 pro forma
<i>(en millions d'euros)</i>			
Evolution de la Dette Nette			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	591	-5	586
<i>Dont Excédent Brut d'Exploitation</i>	470	-11	458
Flux de trésorerie des investissements	-345	3	-343
Flux de trésorerie disponible	246	-2	243
Dividendes versés	-172	0	-172
Interêts financiers nets versés	-25	0	-25
Flux nets de trésorerie disponible	49	-2	47
Augmentation de capital	602	0	602
Autres éléments de variation de la dette nette	-94	3	-91
Diminution de Dette Nette	557	1	558
<i>Dette nette à l'ouverture</i>	3 460	8	3 468
<i>Dette nette à la clôture</i>	2 903	7	2 910

2.1.3.3 Capitaux propres et variation de la dette nette au 31 décembre 2013

	2013.12 Publié	Retraitements IFRS 10 & 11	2013.12 pro forma
<i>(en millions d'euros)</i>			
Endettement et solidité financière			
Capitaux propres part du Groupe	8 460	0	8 460
Intérêts minoritaires	57	117	173
Capitaux propres consolidés	8 516	117	8 633
Dette nette - Ouverture	3 460	8	3 468
Dette brute - Ouverture	7 652	-32	7 620
Trésorerie et autres éléments d'actifs - Ouverture	-4 192	40	-4 152
Dette nette - Clôture	3 778	27	3 805
Dette brute - Clôture	7 103	-32	7 071
Trésorerie et autres éléments d'actifs - Clôture	-3 325	59	-3 266
Variation de la dette nette	-318	-19	-337

Par ailleurs, la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance du Groupe annoncée le 4 avril 2014 a conduit à établir un pro forma des données communiquées au titre de l'information sectorielle.

Ce pro forma est présenté au chapitre 3 « Résultats opérationnels par secteur d'activité ».

2.2 Résultats consolidés du Groupe La Poste

Semestre clos le 30 juin						
(en millions d'euros)	2014.06	2013.06 <i>pro forma</i>	Variation		Evolution à périmètre et change constants (Vs pro forma)	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	10 973	10 802	+171	+1,6 %	+45	+0,4 %
Résultat d'exploitation (après QP du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	485	498	-13	-2,6 %	-16	-3,2 %
<i>Marge opérationnelle</i>	4,4%	4,6%	-	-0,2 pt	-	-0,2 pt
Résultat net part du groupe	355	396	-41	-10,4 %	-44	-11,1 %
<i>Marge nette</i>	3,2%	3,7%	-	-0,4 pt	-	-0,4 pt
Flux de trésorerie disponible	268	243	+25	+10,1 %		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire	2 854	2 786	+68	+2,4 %	+53	+1,9 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	81,5%	82,7%	-	-1,2 pt		

Semestre clos le 30 juin				
(en millions d'euros)	2014.06	2013.12 <i>pro forma</i>	Variation	
			(en M€)	(en %)
Indicateurs Financiers clés				
Dette nette	3 795	3 805	-10	-0,3 %
Capitaux Propres part du Groupe	8 722	8 460	+262	+3,1 %
<i>Dette nette / Fonds propres - Part du Groupe</i>	0,44	0,45	-	-1,5 pt
<i>Résultat net moyen / Fonds propres - Part du Groupe</i>	6,7%	7,4%	-	-0,7 pt
Common Equity Tier 1¹	11,0%	11,2%	-	-0,2 pt
Ratio crédits sur dépôts	72%	67%	-	5,0 pt

¹ Ratio CRD IV/CRR fully loaded

2.2.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 10 973 millions d'euros à fin juin 2014 en progression de 1,6 % par rapport à juin 2013.

	Semestre clos le 30 juin					
	2014.06	2013.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>		<i>(Vs pro forma)</i>	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	5 781	5 918	-136	-2,3 %	-136	-2,3 %
GeoPost	2 311	2 054	+257	+12,5 %	+142	+6,9 %
La Banque Postale	2 854	2 786	+68	+2,4 %	+53	+1,9 %
Numérique	212	215	-3	-1,2 %	-3	-1,2 %
Autres secteurs et intercos	-185	-171	-14	+8,4 %	-11	+6,2 %
PRODUITS OPERATIONNELS	10 973	10 802	+171	+1,6 %	+45	+0,4 %

La progression de 171 millions d'euros des produits opérationnels du Groupe se décompose de la façon suivante :

- Une croissance à périmètre et change constants de 45 millions d'euros, soit 0,4 %. Après retraitement de la provision pour épargne logement la croissance du chiffre d'affaires ressort à + 0,7 % (+78 M€) ;
- Des effets périmètre à hauteur de 120 millions d'euros, qui proviennent pour l'essentiel de l'effet report des acquisitions réalisées par GeoPost en 2013 (prise de contrôle de Tigers) et des acquisitions réalisées au cours du 1^{er} semestre 2014 (principalement achat de la franchise SEUR Asturias et prise de contrôle de Worldnet) ;
- Des effets change pour 6 millions d'euros, dont un impact favorable de 13 millions d'euros sur la livre sterling (GBP) et un impact défavorable de -5 millions d'euros sur le Rand sud-africain (ZAR).

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2014 est marqué par les éléments suivants :

- Une baisse du chiffre d'affaires de la Branche Services-Courrier-Colis de 2,3 %.

L'activité historique de distribution de courrier portée par la Maison Mère enregistre une baisse des trafics de 5,8 % en cumul annuel glissant, générant un impact volumes et mix de -6,2 % sur le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2014, également pénalisée par un contexte économique défavorable ainsi que par les difficultés du secteur de la vente par correspondance. L'effet de cette baisse n'est que partiellement compensé par l'augmentation tarifaire du timbre intervenue le 1^{er} janvier 2014, dont l'impact sur le chiffre d'affaires est de +2,8 % (soit +120 millions d'euros). Pour atténuer l'effet de la baisse des volumes, la branche Services-Courrier-Colis est engagée dans une politique active d'innovation visant à enrichir la valeur du courrier et à proposer de nouveaux services grâce notamment à la force de son réseau de proximité que constituent les facteurs, progressivement connectés grâce à leurs smartphones dans le cadre du projet FACTEO. A fin 2014, près de 40 000 terminaux seront déployés, couvrant 45% des tournées. A l'horizon 2015, 100 % des facteurs seront équipés de FACTEO.

Au global, le chiffre d'affaires du Courrier maison mère diminue de 2,8 % sur le 1^{er} semestre 2014 par rapport au 1^{er} semestre 2013, à 4 717 millions d'euros.

Le Colis enregistre une inversion de tendance au regard des exercices précédents, avec une quasi stabilité de son chiffre d'affaires sur le 1^{er} semestre 2014 à 753 millions d'euros (-2 millions d'euros par rapport à 2013 soit -0,2 %), en raison du recul des volumes. Cette évolution résulte pour partie des difficultés rencontrées par les sociétés de vente à distance (-19,1% sur le Coliéco dont elles sont les principales utilisatrices) ainsi que du ralentissement de la croissance du e-commerce versus 2013. Cette baisse des volumes est aussi pour partie la conséquence des hausses tarifaires réalisées, la sensibilité au prix des clients devenant de plus en plus importante sur ce marché.

Les filiales Courrier, notamment présentes sur les marchés de l'e-logistique, du marketing direct et de la gestion documentaire, maintiennent leur activité avec une légère baisse par rapport à la période précédente de 0,2 % en organique (chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2014 de 311 millions d'euros).

- La Branche GeoPost poursuit son développement avec une croissance organique de 6,9 % soit 142 millions d'euros, grâce à un effet volume et mix positif de 174,0 millions d'euros (8,4%). Les pressions baissières sur les tarifs ainsi que les effets mix jouent défavorablement sur ce chiffre d'affaires pour 32 millions d'euros. L'ensemble des filiales opérant sur les marchés clés affichent des progressions organiques de chiffre d'affaires, notamment au Royaume-Uni (17 %), en Allemagne (3 %), en Espagne (4%) au Benelux (8 %) et en France (Chronopost et Exapaq 6 %).

Après prise en compte des effets périmètre et change, le chiffre d'affaires de GeoPost progresse de 12,5 % pour s'établir à 2 311 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014.

- Le PNB de La Banque Postale progresse dans son ensemble de 2,4 % et atteint ainsi 2 854 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014. A périmètre constant, le PNB de La Banque Postale progresse de 1,9 % et après retraitement de la provision épargne logement de 3,1 %.

La Banque de Détail profite du développement des offres auprès des particuliers (offres de crédit et équipement de la clientèle) ainsi que de l'essor de ses activités auprès des personnes morales. Le PNB du pôle Gestion d'Actifs est en croissance marquée de (13,6 %) sous l'effet de l'appréciation des marchés et de bonnes performances commerciales. Le pôle Assurances présente également un PNB en nette progression (10,0 %) en corrélation avec l'expansion de son portefeuille de contrats, particulièrement marquée sur les filiales récentes.

- Le chiffre d'affaires de la Branche Numérique demeure globalement stable à 212 millions d'euros, la décroissance structurelles des activités traditionnelles (traitement des chèques principalement) étant compensée par le développement des relais de croissance (plateformes de traitement de l'information et offres intégrées 'Conseil et Data' notamment).

2.2.2 **Résultat d'exploitation**

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2014 à 485 millions d'euros, en baisse de 2,6 % par rapport à 2013 (baisse de 3,2 % à périmètre et change constants, soit 16 millions d'euros).

Les performances du Groupe ont été marquées en 2013 par une inflexion négative, résultant d'un environnement économique et financier difficile et d'une accélération de la baisse des volumes de courrier. Les efforts initiés, tant sur le développement que sur la maîtrise des charges, en ligne avec les axes clés définis dans le nouveau plan stratégique du Groupe, permettent néanmoins d'ores et déjà de limiter la baisse du résultat d'exploitation.

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2014.06	2013.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants (Vs pro forma)	
			pro forma	vs pro forma	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	321	366	-44	-12,1 %	-44	-12,0 %
GeoPost	127	141	-14	-10,2 %	-17	-12,2 %
La Banque Postale	466	421	+45	+10,8 %	+45	+10,7 %
Réseau La Poste	-27	-53	+26	-49,4 %	+26	-49,4 %
Numérique	-18	-4	-13	n.s.	-13	n.s.
Immobilier	34	35	-2	-5,0 %	-2	-5,0 %
Supports et Structures	-108	-103	-5	+5,2 %	-5	+5,2 %
Non affecté et éliminations	-310	-305	-5	+1,7 %	-5	+1,7 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	485	498	-13	-2,6 %	-16	-3,2 %

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par Branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la Branche baisse de 44 millions d'euros et s'établit à 321 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014.

Les augmentations tarifaires, les nouveaux services et les efforts particuliers de maîtrise des charges permettent d'atténuer fortement l'effet de la baisse des trafics de courrier (5,8 % en cumul annuel glissant) sur le résultat d'exploitation du Courrier maison mère.

Les filiales Courrier voient leur résultat d'exploitation se stabiliser dans un contexte difficile sur le marché des imprimés publicitaires et de redéploiement des activités e-logistiques sous la marque ViaPost.

Malgré le recul des volumes, le Colis voit son résultat d'exploitation progresser sur le 1^{er} semestre 2014, les augmentations tarifaires, le mix produits et la bonne maîtrise des coûts faisant plus que compenser le recul des volumes.

- GeoPost, porté par la forte augmentation de son chiffre d'affaires, affiche un résultat d'exploitation de 127 millions d'euros sur le premier semestre 2014, en baisse de 14 millions d'euros. Hors élément exceptionnel², le résultat progresse néanmoins de plus de 20 % et l'essentiel des entités significatives de la branche contribue favorablement à l'évolution des résultats du semestre, avec une dynamique toute particulière au Royaume-Uni et en France (Chronopost notamment).

La Branche GeoPost bénéficie du renforcement de sa position sur le marché en croissance du B2C européen ainsi que de la progression de ses flux internationaux, soutenue par la volonté d'accentuer l'interconnexion entre ses différentes entités. Notons que les entrées de périmètre contribuent au résultat d'exploitation de la Branche à hauteur de 1,7 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014.

² Après prise en compte d'une provision pour risque en lien avec l'enquête de l'Autorité de la concurrence sur les différents acteurs du transport et de la messagerie en France.

- Le REX de la Branche La Banque Postale progresse de 45 millions d'euros à 466 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014 soutenu par la progression du PNB ainsi que par des efforts de maîtrise des charges (progression des charges contenue à +0,3 % hors effet périmètre). Après retraitement de l'effet périmètre et de la provision épargne logement, le résultat d'exploitation de la branche progresse de + 18,8 %.

Ceci permet au coefficient d'exploitation de marquer une nouvelle amélioration par rapport à son niveau de 2013 pour s'établir à 81,5 %.

- Numérique : le résultat d'exploitation de la Branche numérique est négatif à hauteur de 18 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014. Ce chiffre n'est cependant pas représentatif dans la mesure où les conventions de services permettant la refacturation d'un certain nombre de prestations aux autres Branches du Groupe ne seront mises en place qu'en 2015, la Branche Numérique ayant été créée au cours du 2^{ème} trimestre 2014.
- Autres secteurs d'activité : les variations sont peu significatives :
 - ✓ L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de 34 millions d'euros, en baisse de 2 millions d'euros par rapport à celui de 2013.
 - ✓ Le REX du secteur Supports et structures diminue également de 5 millions d'euros
 - ✓ Le REX du secteur 'Non affecté' baisse de 8 millions d'euros et les éliminations sont en variation favorable de 2 millions d'euros.

2.2.3 **Résultat financier**

Le résultat financier est en amélioration de 10 millions d'euros, avec notamment :

- Une baisse de la charge nette d'intérêts de 6 millions d'euros provenant de la baisse des taux,
- Un effet positif de 9 millions d'euros au titre de la variation de juste valeur des swaps rattachés à la dette et au spread de crédit de la dette,
- Une charge supérieure de 5 millions d'euros sur les autres éléments du résultat financier dont 2 millions d'euros au titre de la désactualisation des avantages du personnel.

2.2.4 **Résultat net**

Le résultat net part du Groupe, à 355 millions d'euros, est en baisse de 41 millions. Au-delà du résultat courant avant impôt en baisse de 3 millions d'euros, on note :

- Une hausse de la charge d'impôt pour 39 millions d'euros, en raison de la hausse du taux d'imposition et de l'impact de charges non déductibles.
- Une hausse de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, essentiellement la CNP Assurances, de 3 millions d'euros.
- Une variation des intérêts minoritaires de -2 millions d'euros.

2.2.5 **Flux de trésorerie disponible**

Le flux de trésorerie disponible (268 millions d'euros) progresse de 25 millions d'euros en raison de la hausse du flux de trésorerie des activités opérationnelles de 30 millions d'euros induite notamment par une hausse de l'excédent brut d'exploitation de 5 millions d'euros, un flux d'impôts positif en progression de 157 millions d'euros et la variation défavorable du BFR de 148 millions d'euros.

Les flux de trésorerie sur investissements sont supérieurs de 6 millions d'euros à la période précédente.



Après prise en compte du paiement des intérêts financiers (28 millions d'euros), des dividendes versés aux actionnaires du Groupe (171 millions d'euros) et de divers autres éléments de variation de la dette nette, notamment les intérêts courus non échus (- 48 millions d'euros), la dette nette³ du Groupe diminue de 10 millions d'euros au 30 juin 2014 par rapport à la dette nette pro forma du 31 décembre 2013 pour s'établir à 3 795 millions d'euros.

2.2.6 *Ratios financiers*

Le ratio « dette nette / fonds propres » demeure stable à 0,44.

³ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

3. Résultats opérationnels par secteur d'activité

3.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

3.1.1 De nouveaux secteurs d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire.

La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste. Les changements apportés le 4 avril 2014 à la gouvernance du Groupe ont entraîné une modification de l'analyse sectorielle :

A. Création de la Branche **Numérique** comme secteur distinct. Cette dernière est constituée de :

- ✓ La Direction du Numérique, au sein de La Poste maison mère qui porte notamment les missions de Laboratoire de l'innovation numérique et d'Atelier de développement des services numériques pour l'ensemble du Groupe.
- ✓ Les filiales issues des pôles Mediapost Communication et Docapost dont l'activité est dédiée au digital, qu'il s'agisse de vendre du marketing relationnel (campagnes de publicité sur internet, connaissance clients, publishing, datamart marketing) ou d'accompagner des entreprises dans la gestion dématérialisée de leurs flux de communication avec leurs clients ou leurs fournisseurs (plateformes de e-services, archivage électronique, dématérialisation de factures, portails collaboratifs).

B. 2 secteurs voient par ailleurs leur périmètre évoluer :

- La Branche **Services-Courrier-Colis** qui regroupe désormais :
 - ✓ L'activité Courrier de La Poste maison mère (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ;
 - ✓ Le Colis, part de La Poste maison mère qui porte l'ensemble de l'activité réalisée par La Poste sous la marque ColiPoste en France (activité toC) ;
 - ✓ Les filiales du Courrier présentent sur les activités suivantes : marketing direct, gestion documentaire et solutions de logistique, de logistique e-commerce et de transport, auxquelles il faut ajouter la co-entreprise dans le courrier transfrontière (Asendia).
- La Branche **GeoPost** qui se recentre sur les activités rapide et express B2B et B2C du Groupe en France et à l'international sous les principales marques suivantes : DPD, Chronopost, Exapaq et SEUR.

C. Les autres secteurs restent inchangés :

- La branche **La Banque Postale** regroupe les activités Banque et Assurances du sous-groupe La Banque Postale ainsi que celles du Groupement de moyens.
- La branche **Réseau La Poste** (ex Enseigne) comprend :
 - ✓ Les activités de vente et de distribution auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste ;
 - ✓ L'activité de téléphonie mobile, sous la marque La Poste Mobile.

- **L'Immobilier** comprend les activités de gestion du parc, de gestion d'actifs et de maîtrise d'ouvrage immobiliers réalisées par Poste Immo et l'activité de la Direction Opérationnelle de l'Immobilier de La Poste maison mère.
- **Supports et Structures** regroupe les directions supports et services de siège Groupe.
- **Non affecté** comprend notamment les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire ainsi que l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérées comme transverses au Groupe et donc non affectées aux Métiers.

3.1.2 Résultats au 30 juin 2014 par secteur d'activité

2014.06	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
Produits opérationnels	5 781	2 311	2 854	212	2 016	420	410	0	-3 031	10 973
Charges opérationnelles	-5 460	-2 187	-2 388	-230	-2 039	-390	-518	-310	3 030	-10 491
Résultat d'exploitation avant résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	321	124	466	-18	-24	31	-108	-310	-1	482
<i>Marge Opérationnelle</i>	<i>5,5 %</i>	<i>5,4 %</i>	<i>16,3 %</i>							<i>4,4 %</i>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	0	0	-3	3	0	0	0	4
RESULTAT D'EXPLOITATION après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	321	127	466	-18	-27	34	-108	-310	-1	485

Pro forma 2013.06	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
Produits opérationnels	5 918	2 054	2 786	215	2 046	421	409	0	-3 047	10 802
Charges opérationnelles	-5 553	-1 916	-2 366	-219	-2 097	-387	-512	-302	3 044	-10 309
Résultat d'exploitation avant résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	365	138	421	-4	-52	34	-103	-302	-3	493
<i>Marge Opérationnelle</i>	<i>6,2 %</i>	<i>6,7 %</i>	<i>15,1 %</i>							<i>4,6 %</i>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	0	0	-1	2	0	0	-0	5
RESULTAT D'EXPLOITATION après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	366	141	421	-4	-53	35	-103	-302	-3	498

NB : Les produits opérationnels de chaque secteur d'activité correspondent au total des produits aux bornes du secteur, y compris les facturations intra-Groupe (intercos), mais hors facturations intra-secteur.

3.1.3 Passage des comptes publiés au 30 juin 2013 aux comptes pro forma 2013

Publié 2013.06

(en millions d'euros)	Courrier	Colis-Express	Activités bancaires	Numérique	Enseigne	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
Produits opérationnels	5 639	2 837	2 760	0	2 078	435	409	0	-3 210	10 948
Charges opérationnelles	-5 312	-2 655	-2 357	0	-2 130	-399	-517	-302	3 207	-10 464
RESULTAT D'EXPLOITATION	327	182	403	0	-53	36	-107	-302	-3	483

Impacts des normes IFRS 10 & 11

(en millions d'euros)	Courrier	Colis-Express	Activités bancaires	Numérique	Enseigne	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
Produits opérationnels	-88	-42	27	0	-32	-14	0	0	4	-146
Charges opérationnelles	86	37	-9	0	33	11	0	0	-4	155
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2	-5	18	0	1	-2	0	0	-0	10
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	0	0	-1	2	0	0	0	5

Impacts de la nouvelle gouvernance

(en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
Produits opérationnels	367	-741	0	215	-0	-0	-0	0	160	0
Charges opérationnelles	-327	701	-0	-219	0	-0	4	0	-159	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	40	-39	-0	-4	-0	-0	4	0	0	0

Pro forma 2013.06

(en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
Produits opérationnels	5 918	2 054	2 786	215	2 046	421	409	0	-3 047	10 802
Charges opérationnelles	-5 553	-1 916	-2 366	-219	-2 097	-387	-512	-302	3 044	-10 309
Résultat d'exploitation avant résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	365	138	421	-4	-52	34	-103	-302	-3	493
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	0	0	-1	2	0	0	0	5
RESULTAT D'EXPLOITATION après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	366	141	421	-4	-53	35	-103	-302	-3	498

3.2 Branche Services–Courrier-Colis

La Branche « Services–Courrier–Colis » comprend :

- L'ensemble de l'activité Courrier de La Poste Maison Mère (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les filiales Courrier intervenant sur les marchés suivants : marketing direct, gestion documentaire et solutions de logistique, auxquelles il faut ajouter la co-entreprise dans le courrier transfrontière (Asendia).
- L'ensemble de l'activité du Colis de La Poste Maison Mère, spécialiste de la livraison rapide (J+2) des colis de moins de 30 kg aux particuliers B2C ou C2C en France.

Dans le cadre de l'impulsion du nouveau plan stratégique du Groupe « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir » et pour répondre au mieux à ses clients, la Branche « Services–Courrier–Colis » s'est réorganisée au cours du deuxième trimestre 2014 autour de cinq pôles opérationnels :

- Pôle 'Courrier' regroupant le courrier relationnel, le courrier publicitaire et les forces commerciales Grands comptes et Entreprises,
- Pôle 'Colis',
- Pôle 'International' autour d'Asendia,
- Pôle 'Logistique' (Viapost) incluant également le réseau logistique du Courrier Maison Mère,
- Pôle 'Services' avec le courrier des professionnels et des particuliers ainsi que les services facteurs et le réseau de services du Courrier Maison Mère (collecte, livraison, distribution...).

Cette nouvelle gouvernance permet d'organiser les forces commerciales, logistiques et industrielles autour des différents marchés clés et de contribuer aux futurs gains de productivité.

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 781	5 918	-136	-2,3 %
<i>dont CA hors Groupe</i>	5 649	5 797	-148	-2,6 %
Charges opérationnelles	-5 460	-5 553	+92	-1,7 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	321	365	-44	-12,0 %
<i>Marge opérationnelle</i>	5,5 %	6,2 %		-0,6 pt
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	1	-0	-33,8 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	321	366	-44	-12,1 %

3.2.1 Courrier

Le chiffre d'affaires Courrier s'élève pour le premier semestre 2014 à 5 028 millions d'euros : 4 717 millions d'euros pour la maison mère et 311 millions d'euros pour les filiales, soit une baisse 134 de millions d'euros.

Le chiffre d'affaires Courrier Maison Mère, à 4 717 millions d'euros, diminue de 134 millions d'euros par rapport au 30 juin 2013, soit -2,8 %. Cette variation s'explique pour l'essentiel par :

- La baisse du trafic glissant de 5,8 %, qui couplée à un effet mix négatif, impacte le chiffre d'affaires à hauteur de -268 millions d'euros soit -6,2 % sur le premier semestre 2014. La tendance structurellement décroissante est accentuée par un contexte économique peu favorable et par les difficultés des sociétés de vente à distance, entraînant un très net recul des activités publicitaires (-72 M€ de chiffre d'affaires sur le semestre, soit -10,7 % par rapport à 2013).
- L'augmentation tarifaire intervenue au 1er janvier 2014, qui compense en partie ces effets négatifs à hauteur de +120 millions d'euros. Elle se traduit par une hausse de 3 centimes sur la Lettre prioritaire et la Lettre verte, dont les prix de vente sont respectivement de 0,66 € et de 0,61 €. Cette hausse a un faible impact sur le budget des ménages, estimé à moins de 1€ par an et par foyer.
- Les autres services (dont élection) et l'International dont la progression est de 14 M€ par rapport à 2013, grâce à l'activité d'affranchissement international, le règlement de frais terminaux au titre des années antérieures à 2014, les élections 2014 ainsi qu'au développement de nouveaux services notamment au domicile des particuliers grâce à la connexion des facteurs via leur smartphone : Cohésio, Relevéo, portage (courses, livres, médicaments), photos d'expertise pour le compte de société d'assurance....

Le chiffre d'affaires des filiales Courrier s'élève à 311 millions d'euros sur le premier semestre 2014, stable par rapport à 2013. L'équilibre du chiffre d'affaires résulte notamment d'un marché des imprimés publicitaires en repli chez Mediapost France ainsi que d'une activité de logistique e-commerce en cours de redéploiement sur le pôle Viapost.

La qualité de service reste à un niveau élevé avec un taux de distribution de la Lettre prioritaire à J+1 de 87,5 % sur le premier semestre 2014.

3.2.2 **Colis**

L'activité du Colis est marquée par un retournement de la tendance constatée sur les années précédentes. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 à 753 millions d'euros est en effet, quasi stable par rapport à 2013 (- 2 millions d'euros, soit -0,2%).

Cette évolution résulte de la baisse du trafic de 2,9 %, soit -21 millions d'euros. Dans un contexte de marché atone, les difficultés rencontrées par les véricistes ne sont pas compensées par le e-commerce dont la croissance ralentit par rapport à 2013. Le Colis a également mené une politique tarifaire plus sélective.

Les ajustements tarifaires amorcés fin 2013 et poursuivis en début d'année 2014, ainsi que le recul de la part du trafic du Coliéco dans les volumes totaux (11,4 % à fin juin 2014 contre 13,6 % en 2013) jouent favorablement sur le prix/mix pour 26 millions d'euros, soit +3,4 % et permettent de compenser la diminution du volume. On note également - 6 millions d'effets fuels et autres.

Le Colis reste très impliqué sur la qualité de service, qui est très élevée sur le premier semestre 2014 (taux de distribution à J+2 de 94,3 %) et en progression de 0,6 point par rapport à 2013. De plus, le Colis développe de nouveaux services innovants tels que l'envoi en boîte aux lettres, actuellement en test.

On note également le fort développement de la livraison en Relais qui est passée de 2,2 millions de colis fin juin 2013 à 4,6 millions de colis fin juin 2014, illustrant l'ancrage réussi du Colis sur ce marché en très fort développement.

Dans le cadre du renforcement des synergies ayant conduit à la création de la Branche Services-Courrier-Colis, le Courrier et le Colis travaillent sur la mise en place du continuum de gamme dans le but d'optimiser l'offre de produits en l'harmonisant et en la simplifiant.

Ainsi, La Poste lancera en janvier 2015 une nouvelle gamme Courrier-Colis pour répondre à l'ensemble des besoins des particuliers, professionnels et entreprises désirant envoyer un document ou une petite marchandise. Les petits objets de moins de 3 cm pourront ainsi être affranchis au tarif des correspondances (Lettre prioritaire/Lettre verte/Écopli) ou Colissimo, en fonction des options de livraison souhaitées par les clients. Au-delà de 3 cm, c'est l'offre Colissimo qui sera proposée. Cette offre permettra aux clients de bénéficier de tarifs plus accessibles pour les envois de marchandises de faible volume et de faible valeur.

De plus, une lettre verte suivie grâce à un code barre, destinée à l'acheminement de petites marchandises et de documents, sera également proposée dans le cadre de l'offre de service universel.

De nouveaux emballages adaptés à cette nouvelle offre seront déclinés dans les bureaux de poste dans le cadre d'une harmonisation et d'une simplification générale de la gamme des 'prêt-à-envoyer'.

Cette action permettra au Groupe d'offrir aux clients une plus grande clarté sur les produits Courrier-Colis, tout en assurant une utilisation optimale de l'outil industriel qui conduira à des gains de productivité.

3.2.3 **Autres indicateurs clés de la branche Services-Courrier-Colis**

Les flux de chiffre d'affaires internes entre le Courrier Maison Mère, ColiPoste et les filiales Courrier s'élèvent en cumul à 523 millions d'euros sur le premier semestre 2014. Ces prestations croisées recouvrent essentiellement les :

- Prestations du Courrier vers les filiales Courrier : il s'agit essentiellement de la distribution des imprimés publicitaires de Mediapost en zones rurales et de l'affranchissement du courrier international d'Asendia.
- Prestations du Courrier vers le Colis concernent les activités du tri, du transport, et de la distribution en zones rurales.

- Prestations des filiales Courrier vers le Courrier Maison Mère portant principalement sur les services suivants :
 - ✓ Mediapost pour la commercialisation et l'assemblage des imprimés publicitaires des clients gérés par les forces de vente Courrier ;
 - ✓ Viapost, au travers de STP (tri et transport de la presse) et de Neolog (transport des plis et prestations logistiques).
- Prestations du Colis vers le Courrier concernant du tri et de l'affranchissement.

Malgré l'impact défavorable de la baisse des volumes de courrier et dans une moindre mesure des colis, la politique tarifaire, l'innovation dans les services ainsi que les efforts de maîtrise des charges sur l'ensemble de la Branche Services-Courrier-Colis permettent de limiter la baisse du résultat d'exploitation. Ce dernier s'élève à 321 millions d'euros sur le premier semestre 2014, en retrait de 44 millions d'euros par rapport au 30 juin 2013, soit -12,1 %.

3.3 GeoPost

Le secteur d'activité anciennement intitulé « Express » se réfère désormais uniquement à l'activité de GeoPost.

GeoPost, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques suivantes : DPD, Chronopost, Exapaq et SEUR. Les filiales de ce pôle interviennent de façon historique majoritairement sur les segments d'entreprise à entreprise (B2B) mais également de façon croissante sur le B2C (29 % au 1^{er} semestre 2014 vs 27 % des ventes en fin d'année 2013).

L'effet report des acquisitions intervenues courant 2013 (prise de contrôle de Tigers, achat de franchises SEUR), ainsi que l'impact des acquisitions du premier semestre 2014 (principalement le rachat de la franchise SEUR Asturias et la prise de contrôle de Worldnet) aboutissent à un effet périmètre positif sur le chiffre d'affaires de GeoPost de +109 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06 <i>pro forma</i>	Variation <i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 311	2 054	+257	+12,5 %
<i>dont CA hors Groupe</i>	2 274	2 022	+253	+12,5 %
Charges opérationnelles	-2 187	-1 916	-271	+14,1 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	124	138	-14	-10,3 %
<i>Marge opérationnelle</i>	5,4 %	6,7 %		-1,4 pt
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	3	-0	-7,2 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	127	141	-14	-10,2 %

3.3.1 Poursuite d'un développement accéléré des ventes

Sur le premier semestre 2014, le chiffre d'affaires de GeoPost est de 2 311 millions d'euros, en croissance de 257 millions d'euros (+12,5 %) par rapport à 2013. Retraitée des effets périmètre (+109 millions d'euros) et change (6 millions d'euros), la croissance organique est de 142 millions d'euros, soit +6,9 %.

A l'instar de 2013, cette progression est soutenue par un effet volume et mix en hausse de 178 millions d'euros (+8,7 %). L'effet tarif joue défavorablement sur le chiffre d'affaires pour 32 millions d'euros alors que l'effet jours ouvrés pèse négativement pour 4 millions d'euros.

Les évolutions du chiffre d'affaires par zone géographique suivent les tendances de l'année précédente :

- Forte croissance organique des filiales au Royaume-Uni (+17 %) en raison de l'augmentation des volumes, notamment sur le marché B2C qui représente désormais 50 % des volumes (soit 33 millions d'objets), avec un taux de croissance deux fois plus important que celui du B2B.
- Bonne progression de l'activité en France à 6 %, tant pour Exapaq que Chronopost, portée par la croissance des volumes. Sur Chronopost, l'augmentation des volumes est notamment liée à l'effet report de la conquête de grands comptes intervenue sur le premier semestre 2013 et s'accompagne d'une baisse de la recette unitaire induite notamment par l'évolution de ce mix clients.
- La croissance de la filiale au Benelux se poursuit sur le premier semestre (+8 %) grâce à un effet volume sur l'international. Cette progression n'est que très légèrement affectée par la baisse des prix imputable aux flux internationaux (mix pays destinataires moins favorable). Elle s'accompagne de la poursuite du développement du réseau de points relais.
- Sur les filiales espagnoles, l'évolution positive des volumes de 18 % marque la poursuite du redressement de l'activité. Cette bonne évolution des volumes, liée aux grands comptes et à la conquête de nouveaux clients, est partiellement atténuée par une baisse de la recette unitaire imputable à la très forte concurrence, alors que le poids facturé est toujours en progression.
- Le chiffre d'affaires de la filiale allemande est en croissance de 3 % par rapport au premier semestre 2013. Cette évolution est liée à l'activité export très dynamique, alors que le marché domestique est en faible progression. A noter que DPD continue d'étendre son réseau allemand de Parcel Shops. Avant la fin de l'année prochaine, le nombre de points relais va passer de 4 000 à 6 000, puis à 8 000 à moyen terme. DPD investit plus généralement dans le développement et le renforcement de ses services B2C. Ces projets amorcés sur le premier semestre 2014 ainsi que des partenariats avec de grands acteurs du e-commerce devraient porter leurs fruits sur le second semestre 2014.
- L'activité progresse en Pologne de 7 %, alors que les autres filiales d'Europe de l'Est réalisent des performances supérieures de 13 % à celles du premier semestre 2013.

A noter que l'exposition de GeoPost au risque géopolitique en Ukraine est non significative.

3.3.2 *Autres indicateurs clés de l'Express*

L'évolution du chiffre d'affaires s'accompagne d'une augmentation maîtrisée des charges courantes, hors prise en compte de la provision pour risque en lien avec l'enquête de l'Autorité de la concurrence sur les différents acteurs du transport et de la messagerie en France (une notification de griefs a été communiquée le 30 juin 2014).

Le résultat d'exploitation de l'Express pour le premier semestre 2014 est de 127 millions d'euros, y compris quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de 3 millions d'euros, en recul de 14 millions d'euros par rapport à 2013. Hors éléments exceptionnels⁴, le résultat progresse néanmoins de plus de 20 % par rapport à 2013, traduisant la dynamique très positive de cette Branche.

DPD UK a annoncé le 8 avril 2014 un plan d'expansion ambitieux pour 2014. Ce plan prévoit un

⁴ Après prise en compte d'une provision pour risque en lien avec l'enquête de l'Autorité de la concurrence sur les différents acteurs du transport et de la messagerie en France.

investissement de 75 millions de livres dans 15 nouveaux dépôts pouvant traiter jusqu'à 7 000 colis par heure. Ces nouveaux dépôts inclueront 3 « super-dépôts » pouvant traiter jusqu'à 25 000 colis par jour. Ces « mini hubs » s'inscrivent dans la continuité d'une période de croissance soutenue, notamment avec la mise en place de Predict et permettront d'augmenter la capacité des installations existantes.

3.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre la Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

3.4.1 Environnement économique et financier

Le premier semestre 2014 a été marqué par des taux en contraction, atteignant de nouveaux points bas historiques :

- Le ralentissement de l'inflation en zone Euro s'est confirmé durant cette première partie de l'année. En France, les prix n'ont progressé que de 0,7 % en un an. Ce phénomène a conduit la BCE à annoncer le 5 juin des mesures visant à accroître les liquidités et à relancer le crédit (baisse des taux directeurs, mise en place de nouveaux prêts de liquidité à long terme aux banques). Sous ces effets, l'EONIA et l'OAT 10 ans ont atteint des points historiquement bas en juin (EONIA à 0,01 % et OAT sous les 1,60 %)
- Maintien du taux du Livret A à 1,25 % en février
- Le CAC 40 profite de ce contexte de taux bas et s'affiche en progression de 3 % depuis le début de l'année, en ralentissement cependant par rapport à 2013 (18 % sur l'année).

Sur le plan réglementaire, 2014 est notamment marquée par la mise en œuvre progressive de Bâle III en Europe (Directive CRD IV/règlement CRR) depuis le 1^{er} janvier, engendrant un durcissement des règles en terme de fonds propres.

Comme indiqué au 31 décembre 2013, la Banque Postale fait l'objet d'un contrôle fiscal en cours sur la période 2009-2012 qui porte notamment sur la conformité des règles applicables à l'épargne réglementée.

3.4.2 Activités commerciales

Dans la tendance de la fin de l'année 2013, les marchés de l'épargne et du crédit ont souffert des taux historiquement bas et de la faiblesse de la reprise économique.

Dans ce contexte difficile, les encours clientèle de La Banque Postale progressent néanmoins sur un an de 1,6 % à 298,9 milliards d'euros (+4,8 milliards d'euros) :

(en milliards d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
			(en Md€)	(en %)
Dépôts à vue	49,8	47,2	+2,6	+5,5 %
Epargne ordinaire	86,0	87,0	-1,1	-1,2 %
Livret A	64,5	64,8	-0,3	-0,4 %
LEP	8,1	8,9	-0,7	-8,4 %
LDD	7,4	7,0	+0,3	+4,7 %
Autres livrets	5,9	6,3	-0,4	-6,1 %
Epargne logement	27,4	26,7	+0,7	+2,5 %
OPCVM ^(a)	14,6	14,7	-0,1	-0,5 %
Assurance-Vie ^(a)	120,1	116,6	+3,5	+3,0 %
Autres ^(b)	1,0	1,9	-0,9	-46,9 %
EPARGNE CLIENTELE	298,9	294,1	+4,8	+1,6 %

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale et par BPE.

(b) Comptes à terme et PEP.

Les dépôts à vue à 49,8 milliards d'euros portent une part significative de la progression avec des encours en hausse de 2,6 milliards d'euros (+5,5 %), profitant de la conquête commerciale de La Banque Postale. Les encours de dépôt à vue de la clientèle des personnes morales progressent de 23 % à 3,7 milliards d'euros.

Après deux années de hausse importante, les encours d'épargne ordinaire sont en recul de 1,1 milliard d'euros (-1,2 %) pénalisés par la moindre attractivité des rendements.

L'épargne logement, portée par le PEL (Plan Epargne Logement) dont la rémunération est maintenue à 2,5 %, atteint 27,4 milliards d'euros d'encours à fin juin 2014 (+0,7 milliard d'euros / +2,5 %).

Les encours d'assurance-vie à 120,1 milliards d'euros sont en hausse de 3,5 milliards d'euros (+3,0 %) avec notamment de bons résultats des contrats patrimoniaux : les encours des contrats Cachemire progressent à 19,4 milliards d'euros (+24 %) dont déjà 0,8 milliard d'euros sur Cachemire 2 et Cachemire Patrimoine lancés en mai dans le cadre du développement de cette activité. La part des unités de compte dans la collecte brute continue par ailleurs sa progression à 10,5% sur le premier semestre.

Les crédits à la clientèle poursuivent leur développement et atteignent en fin de semestre un encours de 61,8 milliards d'euros en hausse de 12,2 %. Retraitée des encours de Sofiap intégré en mai 2014 la progression reste forte à +9,4 %.

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
Crédits immobiliers	52,4	48,6	+3,8	+7,8 %
Crédits à la consommation	3,7	3,0	+0,7	+22,6 %
Autres crédits ^(a)	0,9	1,0	-0,1	-11,2 %
Crédits aux personnes morales ^(b)	4,9	2,5	+2,4	+92,8 %
CREDITS CLIENTELE ^(c)	61,8	55,1	+6,7	+12,2 %

(a) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires.

(b) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

(c) Effet périmètre de 1,5 Md€ lié à l'intégration de Sofiap en mai 2014

La Banque enregistre ainsi une hausse continue de ses encours de crédits immobiliers (+7,8 % soit +4,7 % hors Sofiap) avec près de 4 milliards d'euros de mises en force sur le 1^{er} semestre, malgré un marché atone. Sofiap, filiale commune avec la SNCF, représente 1,5 milliard d'encours de crédits immobiliers.

L'activité de crédits à la consommation, portée depuis 2010 par La Banque Postale Financement, se développe toujours de façon soutenue dans un marché en baisse. La production des six premiers mois dépasse un milliard d'euros, soit +12 % par rapport à 2013. Les encours à 3,7 milliards d'euros, sont en hausse de 23 % sur douze mois.

Lancés en 2012, les financements aux entreprises et au secteur public local représentent un encours de 4,9 milliards d'euros à fin juin en progression de 2,4 milliards d'euros par rapport à juin 2013. Malgré un contexte concurrentiel fort, la Banque Postale a financé le secteur public local à hauteur de 1,9 milliard d'euros sur le premier semestre, dont plus de la moitié à court terme.

3.4.3 Performance opérationnelle

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06 <i>pro forma</i>	Variation <i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Gestion d'actifs	76	67	+9	+13,6 %
Assurances	101	91	+9	+10,0 %
Banque de détail	2 678	2 628	+50	+1,9 %
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 729	1 709	+20	+1,1 %
<i>Commissions</i>	1 025	975	+50	+5,1 %
<i>Autres produits et charges</i>	-76	-56	-20	+35,6 %
PRODUIT NET BANCAIRE	2 854	2 786	+68	+2,4 %

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'établit à fin juin 2014 à 2 854 millions d'euros, soit une progression après retraitements⁵ de 3,1 %

- Le pôle Gestion d'Actifs s'inscrit ce semestre encore en forte croissance, avec un PNB à 76 millions d'euros soit +13,6 % par rapport à juin 2013. L'appréciation des marchés et la bonne performance commerciale de LBP Gestion Privée, dont la collecte brute a plus que doublé par rapport au premier semestre 2013, contribuent à des encours sous gestion en progression de 6,3 % par rapport à juin 2013.
- A 101 millions d'euros, le PNB du pôle Assurances affiche une hausse de 10,0 % par rapport à juin 2013 pro forma (passage en intégration globale de LBP Prévoyance). Cette évolution est directement corrélée avec la progression du portefeuille de contrats des filiales lancées récemment.
- Le PNB du pôle Banque de Détail à 2 678 millions d'euros affiche une progression après retraitements⁵ de 2,6 % :
 - ✓ La marge nette d'intérêt⁵ progresse 2,5 % à fin juin 2014, portée par le développement des crédits et les nouvelles activités. Ainsi le premier semestre profite pleinement des revenus des financements aux personnes morales et de l'essor des crédits à la consommation ;
 - ✓ Les commissions⁵ affichent une croissance de 4,6 % portée notamment par la poursuite des efforts de bancarisation de la clientèle. Ainsi le taux d'équipement en forfait progresse de façon notable à 53,7 % (+2,4 points par rapport à fin juin 2013).

⁵ Retraité des effets périmètre BPE/SOFIAP et de la provision Epargne Logement

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	2 854	2 786	+68	+2,4 %
Frais de gestion	-2 316	-2 296	-20	+0,9 %
Gains et pertes sur autres actifs ^(a)	0	8	-8	n.s.
Résultat brut d'exploitation	538	499	+40	+7,9 %
Coût du risque	-72	-78	+6	-7,4 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	466	421	+45	+10,8 %
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	<i>81,5%</i>	<i>82,7%</i>		<i>-1,2 pts</i>

(a) y compris Badwill CNP

La stabilité des frais de gestion à 2 316 millions d'euros (+0,3 % retraités de l'effet périmètre) reflète les efforts de La Banque Postale en termes de maîtrise des charges dans un contexte de développement de nouvelles activités et de poursuite des investissements, notamment au travers de ses filiales.

Le Résultat Brut d'Exploitation s'élève à 538 millions d'euros en progression de 40 millions d'euros par rapport à 2013 (+7,9 %).

Le coefficient d'exploitation marque une nouvelle amélioration par rapport au premier semestre 2013, passant de 82,7 % à 81,5 %.

Les efforts de maîtrise des risques en accompagnement de la forte croissance des encours se traduisent par une baisse de 6 millions d'euros (-7,4 %) du coût du risque.

Le résultat d'exploitation de la branche s'établit sur ces bases à 466 millions d'euros sur le premier semestre 2014, en progression de 45 millions d'euros (+10,8 %) et de 18,8 % après retraitement de la provision épargne logement et des effets périmètre.

La Banque Postale présente une structure financière solide, renforcée le 11 avril par une émission de 750 millions d'euros de titres subordonnés Tier 2 de maturité 12 ans portant le ratio global de solvabilité à 13,6 % contre 12,4% au 31 décembre 2013.

Le ratio Common Equity Tier 1 fully loaded⁶ s'établit à 11,0 % au 30 juin 2014 en baisse de 20 bp par rapport au 31 décembre 2013 du fait de la croissance des activités crédit.

La position de liquidité du bilan reste très positive avec un ratio crédits sur dépôts à 72 % et un ratio LCR (ratio de liquidité court terme estimé) à 163 %.

⁶ Ratio CRDIV-CRR fully loaded. Le ratio CRDIV-CRR avec phased-in s'élève à 9,8 % au 30 juin 2014

3.5 Le Réseau La Poste

Le secteur, anciennement appelé « Enseigne La Poste », est renommé « Réseau La Poste » afin de réaffirmer son rôle de distribution au grand public des produits et services de chacune des Branches du Groupe.

La filiale La Poste Telecom est également incluse dans ce secteur, sur la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint. Ses offres sont commercialisées sous la marque « La Poste Mobile ».

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 016	2 046	-30	-1,5 %
<i>dont CA hors Groupe</i>	12	11	+1	+11,4 %
Charges opérationnelles	-2 039	-2 097	+58	-2,8 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-24	-52	+28	-54,3 %
<i>Marge opérationnelle</i>	-1,2 %	-2,5 %		1,4 pt
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-3	-1	-2	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-27	-53	+26	-49,4 %

3.5.1 Réseau La Poste

Avec ses 17 100 points de contact en France, dont 7 423 sont en partenariat (agences postales communales et relais poste) au 30 juin 2014, le réseau de La Poste est le réseau de distribution physique le plus dense du territoire.

Sa contribution au développement et à la compétitivité économique des Branches du Groupe repose sur sa capacité à :

- Renforcer leur développement commercial : parmi les pistes mises en œuvre sur le premier semestre 2014, la volonté de faire de la clientèle professionnelle, fréquentant régulièrement les bureaux de poste, un vecteur de croissance privilégié. Cette orientation se traduit par une prise en charge spécifique des clients identifiés comme tels, par des gestionnaires clientèles professionnelles et par des offres adaptées à leurs besoins.

L'accélération du développement commercial se réalise également via un renforcement des synergies avec les Branches. A ce titre, les lignes managériales des activités commerciales bancaires seront transférées au Réseau sur le second semestre 2014. Le projet de Management Commercial Unique (MCU) vise à déployer :

- o Une ligne managériale unique, simplifiée et plus efficace, centrée sur la priorité bancaire et la qualité de la relation avec le client ;
- o Des managers de terrain responsabilisés et ayant le pouvoir de décider au plus près du client ;
- o Une gestion des risques progressivement déconcentrée au niveau du terrain ;
- o Un dispositif ambitieux de développement des compétences bancaires.

- Développer une offre de service innovante et adaptée à la clientèle : poursuite de la montée en puissance de la téléphonie en intégrant régulièrement de nouvelles offres (quadruple play, 4G, prépayé international par exemple), proposition de nouvelles offres en bureaux de poste :
 - o Lancement en juin dans 54 bureaux de poste du test de commercialisation en libre-service par les guichetiers du Pack Sécurité Habitat, une offre de télésurveillance,
 - o Imprimantes 3D en expérimentation dans 3 sites parisiens à ce stade,
 - o Tablettes numériques à disposition des clients dans 50 agences postales communales, etc.
- Conforter la satisfaction des clients en conservant un niveau de qualité de service élevé : le 2 avril 2014, le Réseau a lancé un dispositif d'écoute client innovant dans 2 000 bureaux de poste. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du plan stratégique du Réseau et dans la continuité de la démarche d'amélioration du service en bureau de poste, qui permet aujourd'hui d'atteindre 95 % de clients satisfaits en sortie de bureau. Le premier volet du dispositif porte sur une écoute client spontanée en bureau de poste. L'objectif est de mesurer le taux de satisfaction client sur les fondamentaux (attente, prise en charge, conseil, netteté des espaces, ...). Le deuxième volet porte sur une écoute client ciblée. Elle consiste à contacter des clients bancaires suite à leur rendez-vous avec un conseiller et des clients professionnels suite à une visite en bureau de poste pour recueillir leur avis sur la qualité de service de l'établissement. L'objectif de cette écoute ciblée est d'entretenir le dialogue avec les clients bancaires et professionnels et d'analyser leurs motifs de satisfaction ou d'insatisfaction.

La Poste a par ailleurs reçu le 1^{er} Prix du Podium de la Relation Client 2014⁷ pour le secteur « entreprise de services ».
- Maîtriser les coûts de ce réseau : dans un contexte de baisse de l'activité aux guichets (-6,1 % par rapport au premier semestre 2013), il est impératif de stabiliser les coûts du Réseau dans les coûts d'exploitation totaux des Branches clientes. Grâce aux plans d'actions déployés, les charges d'exploitation du Réseau sont inférieures de 2,8% à fin juin 2014, à celles du premier semestre 2013.

3.5.2 La Poste Mobile

La Poste Telecom, opérateur de réseau mobile virtuel du Groupe détenu à 51 % en partenariat avec SFR qui détient les 49 % restant, propose son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

La filiale poursuit son développement et dépasse, après seulement 3 ans d'activité, le cap du million de clients. Ainsi, grâce à la commercialisation de 356 000 nouvelles lignes sur le premier semestre 2014 (+37,2 % versus premier semestre 2013), dont 82 000 sur l'offre Prépayé International lancée en avril, le niveau de 1,114 million de lignes est atteint au 30 juin 2014.

La Poste Mobile a par ailleurs commercialisé 23 000 souscriptions ADSL sur le premier semestre 2014 dans le cadre de son offre 'Quatro' (TV, internet, téléphonie fixe et mobile) en partenariat avec SFR (lancement le 22 avril 2013, 20 000 box commercialisées sur l'année 2013).

L'adaptation permanente des offres aux besoins des clients (forfaits illimités, 4G, offre quadruple play, lancement du prépayé international en avril 2014, etc.) tout en conservant des gammes simples et accessibles au plus grand nombre, l'étendue du Réseau La Poste, le nombre de ses vendeurs et les valeurs de confiance que représente le Groupe, sont les clés du succès de La Poste Mobile.

⁷ Enquête réalisée par BearingPoint et TNS Sofres en décembre 2013 auprès de clients/usagers d'entreprises/administrations, issus d'un échantillon de 4 000 personnes.

3.6 Branche Numérique

La branche Numérique créée au cours du 1^{er} semestre 2014 dans le cadre de la mise en place de la nouvelle gouvernance du Groupe va exercer trois missions de natures complémentaires :

- Une mission de Laboratoire de l'innovation numérique pour l'ensemble du Groupe,
- Une mission d'Atelier de développement des services numériques pour l'ensemble du Groupe et de transformation interne,
- Une Activité industrielle de production et de commercialisation des offres et services numériques.

Elle regroupe La Direction Numérique maison-mère, créée le 1^{er} juillet 2013 et les filiales du Groupe exerçant leur activité dans le domaine numérique.

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	212	215	-3	-1,2 %
<i>dont CA hors groupe</i>	187	192	-5	-2,8 %
Charges opérationnelles	-230	-219	-11	+4,9 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	-18	-4	-13	n.s.
<i>% du CA</i>	<i>-8,3 %</i>	<i>-2,0 %</i>		<i>-6,3 pt</i>

Le chiffre d'affaires constaté à fin juin représente celui des filiales numériques, les recettes publicitaires du site Laposte.fr et le chiffre d'affaires de Digiposte.

Le chiffre d'affaires s'établit à 212 millions d'euros sur le premier semestre 2014, en diminution de 3 millions d'euros, la montée en puissance des nouvelles offres compensent en partie la décroissance des activités traditionnelles (notamment le traitement des Chèques). Les offres porteuses sont autour des plateformes de traitement de l'information (avec la signature de contrats pluriannuels), le déploiement de l'offre de signature électronique sur tous les marchés et les offres intégrées 'Conseil et Data' (lancement de l'offre Media Data Live de retargeting multicanal).

Par ailleurs, le grand projet de transformation et de modernisation de L@Poste en ligne a été lancé cette année et plusieurs jalons ont d'ores et déjà été posés : la refonte en avril de la messagerie laposte.net qui compte déjà plus de 3,8 millions d'utilisateurs et la mise en ligne début juillet du nouveau site Internet laposte.fr. L'organisation des contenus et le design ont été entièrement repensés pour faciliter la navigation des internautes et développer les ventes en ligne et la satisfaction clients, quel que soit le canal internet choisi par le client pour entrer en contact avec La Poste (site internet, application mobile et tablette, médias sociaux).

Les charges d'exploitation sont en augmentation de 11 millions d'euros, pour l'essentiel suite à la montée en puissance des nouvelles activités (activité e-commerce & pro, refonte du site laposte.net, rapprochement des différents sites laposte.fr) et au transfert à compter du 1^{er} juillet 2013 des coûts des activités numériques du Courrier.

Le résultat d'exploitation consolidé de la branche Numérique, à -18M€ n'est pas représentatif à ce stade puisqu'il ne tient pas encore compte de la rémunération des apports d'affaires et des prestations réalisées pour le compte des autres Branches du Groupe.

3.7 Autres secteurs

3.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	420	421	-1	-0,2 %
<i>dont CA hors groupe</i>	4	5	-1	-27,6 %
Charges opérationnelles courantes	-397	-397	-0	+0,1 %
Résultat de cession	8	9	-2	-20,0 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	31	34	-3	-8,9 %
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>7,3 %</i>	<i>8,0 %</i>		<i>-0,7 pt</i>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	2	+1	+73,0 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	34	35	-2	-5,0 %

A fin juin 2014, le chiffre d'affaires du secteur Immobilier s'élève à 420 millions d'euros, en baisse de -1 million d'euros, soit -0,2 %, par rapport à 2013 : la baisse des loyers patrimoniaux facturés aux Branches (réduction des surfaces d'exploitation) est notamment compensée par la hausse des compléments de loyers (liée principalement à la facturation au Réseau des aménagements réalisés pour améliorer l'accueil des clients).

Le résultat d'exploitation après contrôle conjoint s'élève à 34 millions d'euros sur le premier semestre 2014, en baisse de 2 millions d'euros par rapport à 2013, principalement du fait d'une diminution du résultat de cessions.

Dans le cadre de l'élargissement de ses activités, Poste Immo engage progressivement le déploiement d'opérations de développement et de co-promotion externes pour répondre aux besoins de diversification des activités des Branches, valoriser son parc et résorber la vacance et contribuer à la génération de cash et de revenus à moyen terme pour le Groupe.

Cette politique de déploiement va notamment déboucher sur la livraison de 64 logements à partir du mois d'août 2014 rue Cler à Paris 7^{ème}. Actuellement 130 logements sont au stade du permis de construire à Paris et 330 logements sont en cours de construction ou d'études en province. Une vingtaine d'autres opérations sont en cours d'étude préalable et alimenteront la trajectoire des prochaines années.

Par ailleurs, les travaux de restructuration du Musée de la Poste, boulevard de Vaugirard à Paris, rendus nécessaires par la mise aux normes PMR et pour permettre au Groupe d'assurer une mission de service public de valorisation et de conservation des collections d'Etat, ont franchi une étape marquante au 1^{er} semestre 2014 avec l'obtention du permis de construire.

3.7.2 Supports et structures

Le secteur « Supports et structures » correspond aux directions Supports (principalement Informatique, Gestion de parc de véhicules et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres secteurs d'activité et aux coûts du Siège du Groupe.

	Semestre clos au 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	410	409	+0	+0,1 %
Charges opérationnelles	-518	-512	-6	+1,1 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	-108	-103	-5	+5,0 %

Les produits opérationnels sont stables et s'établissent à 410 millions d'euros à fin juin 2014 dont :

- 387 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres secteurs d'activité par les Supports et les centres de services « facturants » du Siège. Les prix unitaires sont fixés préalablement à l'exercice par convention de service et la facturation dépend des volumes réalisés ;
- 22 millions d'euros de frais de siège Groupe supportés par les filiales (management fees).

Les charges d'exploitation marquent pour leur part une légère augmentation de 1,1 % qui, dans un contexte de réduction des coûts de siège et de structures, traduit principalement des effets conjoncturels liés à des dotations aux provisions pour dispositif de fin de carrière.

3.7.3 Charges non affectées

	Semestre clos au 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Coût net de la présence territoriale	-297	-301	+4	-1,3 %
Autres charges opérationnelles	-12	-0	-12	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION	-310	-302	-8	-2,6 %

Le secteur « Non affecté » comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectés aux Métiers.

La hausse de 8 millions d'euros constatée correspond principalement à une légère hausse des charges transitoires du Réseau.

4. Autres agrégats-clés du compte de résultat

4.1 Résultat financier

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
			<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>
			(en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêts	-76	-83	+6	-7,7 %
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	-8	-17	+9	-51,9 %
Coût de l'endettement financier net	-85	-100	+15	-15,2 %
Autres éléments du résultat financier	-18	-13	-5	+41,0 %
RESULTAT FINANCIER	-102	-112	+10	-8,9 %

Le résultat financier s'améliore de 10 millions d'euros en 2014 par rapport à 2013 pour atteindre -102 millions d'euros.

La charge nette d'intérêts de la dette est en diminution de 6 millions d'euros par rapport à 2013. Le remboursement de la souche obligataire de 726 millions d'euros au second semestre 2013, partiellement compensé par une émission de 250 millions d'euros, a permis au cours du premier semestre 2014 d'enregistrer une baisse du coût moyen estimé de la dette à 4 ans de La Poste (2,93%). A noter également la poursuite de la baisse des taux euro qui vient renforcer cette tendance baissière des charges d'intérêts.

La variation de juste valeur de la dette et des dérivés, qui correspond à une charge de 8 millions d'euros sur le premier semestre 2014, génère un écart favorable de 9 millions d'euros par rapport à 2013. La variation de juste valeur des dérivés s'établit à +7 millions d'euros alors que le resserrement du spread de La Poste entraîne une charge de 15 millions d'euros.

Les autres éléments du résultat financier (18 millions d'euros en 2014), en hausse de 5 millions d'euros par rapport à 2013, correspondent essentiellement à la charge de désactualisation de la dette sociale (en hausse de 2 millions d'euros).

4.2 Résultat net part du Groupe

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	10 973	10 802	+171	+1,6 %
Charges opérationnelles	-10 491	-10 309	-183	+1,8 %
Résultat d'exploitation	482	493	-11	-2,3 %
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	4	5	-1	-27,7 %
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	485	498	-13	-2,6 %
Résultat financier	-102	-112	+10	-8,9 %
Résultat courant avant impôt	383	386	-3	-0,7 %
Impôt sur le résultat	-126	-87	-39	+45,2 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	115	112	+3	+2,3 %
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	372	411	-39	-9,6 %
Résultat net part du Groupe	355	396	-41	-10,4 %
Intérêts minoritaires	-17	-15	-2	+12,3 %

Le résultat net part du Groupe passe de 396 millions d'euros à fin juin 2013 à 355 millions d'euros à fin juin 2014, en baisse de 41 millions d'euros.

Le résultat courant avant impôts est en baisse de 3 millions d'euros à 383 millions d'euros, cette évolution provenant essentiellement de la baisse du résultat d'exploitation (en baisse de 13 millions d'euros) partiellement compensée par une amélioration du résultat financier de 10 millions d'euros.

La charge d'impôt du Groupe s'élève à 126 millions d'euros, en hausse de 39 millions d'euros par rapport à 2013, évolution liée d'une part à un effet taux et d'autre part à la présence de charges et provisions considérées comme non déductibles sur 2014.

La quote-part des sociétés mises en équivalence s'établit à 115 millions d'euros en 2014, en progression de 3 millions d'euros par rapport à juin 2013 et intègre principalement la contribution de CNP Assurances que le Groupe détient à hauteur de 20,15 %.

5. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variations du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste ou provenant des entités mises en équivalence ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par la Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

5.1 Variation de la Dette Nette

5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont en hausse de 30 millions d'euros par rapport à juin 2013, après prise en compte d'un effet favorable du CICE de 60 millions sur le montant d'impôt versé en 2014 au titre de 2013 :

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation (Hors Banque)	464	458	+5	+1,2 %
Dividendes recus de LBP et des Sociétés Mises en Equivalence	265	260	+5	+1,9 %
Variation du besoin en fonds de roulement	-175	-27	-148	n.s.
CICE de la période	-178	-128	-49	+38,5 %
Impôts payés	188	32	+157	n.s.
CICE imputé sur impôt	60	0	+60	n.s.
Autres éléments des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-8	-9	+1	-10,5 %
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	616	586	+30	+5,2 %

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque s'améliore de 5 millions d'euros à fin juin 2014 traduisant les efforts de développement et de maîtrise des charges dans un environnement économique pourtant difficile. La hausse de l'EBE de GeoPost (28 millions d'euros) permet dans ce contexte de compenser la baisse de l'EBE constatée sur La Poste maison mère (35 millions d'euros) impacté notamment par l'accélération de la baisse des volumes de courrier.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), comptabilisé en déduction des charges de personnel et inclus dans l'EBE hors Banque, s'élève à 178 millions d'euros pour le premier semestre 2014. Il progresse de 49 millions d'euros par rapport à juin 2013, essentiellement en raison de la hausse du taux (de 4 % à 6 % de la masse salariale éligible).

L'écart défavorable de variation du BFR sur le 1^{er} semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013, (148 millions d'euros) provient en grande partie de l'encaisse qui, bien qu'atteignant un niveau proche de celui de juin 2013 (497 millions d'euros en juin 2014 pour 523 millions d'euros en juin 2013) baisse de 115 millions d'euros au cours du premier semestre 2014 contre 197 millions d'euros au premier semestre 2013, soit un écart défavorable de 82 millions d'euros. La valeur fin de mois de cet agrégat est très volatile, liée notamment aux réserves nécessaires au rechargement de DAB (Distributeurs Automatiques de Billets), qui dépendent fortement du positionnement du dernier jour du mois (réserves plus importantes en prévision des week-ends par exemple). L'écart de variation du BFR hors encaisse est de 66 millions d'euros provenant principalement des échanges avec La Banque Postale, donc neutres au niveau du Groupe.

L'impôt induit un effet positif sur la dette nette⁸ du Groupe de 188 millions d'euros pour le premier semestre 2014, en raison entre autres de l'imputation du déficit des activités non bancaires sur l'impôt versé par La Banque Postale à sa maison mère dans le cadre du dispositif d'intégration fiscale.

⁸ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque

Les flux nets de décaissements au titre des investissements hors Banque s'élevaient à 348 millions d'euros à fin juin 2014, soit 6 millions d'euros de plus par rapport à juin 2013.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06 <i>pro forma</i>	Variation	
			(en M€)	(en %)
Achat d'actifs incorporels et corporels	-393	-379	-14	+3,7 %
Achat d'actifs financiers	-4	-9	+5	-56,1 %
Cession d'actifs	55	55	+1	+1,0 %
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-7	-10	+2	-23,3 %
Sorties de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	1	0	+0	n.s.
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT HORS BANQUE	-348	-343	-6	+1,7 %

5.1.2.1 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les achats d'actifs corporels et incorporels sont en augmentation modérée par rapport à 2013 (+14 millions d'euros, soit 3,7 %). Dans un contexte de maîtrise des dépenses du Groupe, la baisse des investissements du pôle Immobilier (23 millions d'euros) et une politique d'investissement ciblée au Réseau et dans les Supports permettent de compenser en bonne partie la progression de 58 millions d'euros des investissements pour soutenir la croissance rapide de GeoPost (notamment pour la construction des hubs de Tours et de Birmingham) et celle de 4 millions d'euros du secteur Services-Courrier-Colis, liée à des investissements dans le domaine des systèmes d'information.

Les achats d'actifs incorporels et corporels se répartissent par Branche comme indiqué ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06 <i>pro forma</i>	Variation	
			(en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-88	-84	-4	+4,5 %
GeoPost	-97	-39	-58	n.s.
Réseau La Poste	-9	-18	+9	-51,9 %
Immobilier	-103	-126	+23	-18,4 %
Supports & Numérique	-97	-112	+15	-13,8 %
Achat d'actifs incorporels et corporels (décaissement)	-393	-379	-14	+3,7 %
Variation des fournisseurs d'immos	63	81	-18	-21,6 %
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-330	-298	-32	+10,6 %

Les achats d'actifs incorporels et corporels s'entendent y compris la variation des fournisseurs d'immobilisations et correspondent à un décaissement de trésorerie. Les locations financières ne sont pas prises en compte dans ce tableau, conformément à la norme IAS 7.

5.1.2.2 Achats d'actifs financiers

Les achats d'actifs financiers (dépôts de garantie et titres de participation) ne comprennent pas les « Placements de trésorerie à plus de 3 mois » (respectivement 669 millions d'euros et 916 millions d'euros à fin juin 2014 et fin juin 2013) considérés comme adossés à la dette obligataire et s'inscrivant dans le cadre de la gestion de trésorerie courante du Groupe. Ces derniers sont présentés en déduction de la dette nette⁹.

Les achats d'actifs financiers réalisés au cours de ce premier semestre 2014 sont non significatifs, conduisant à un écart favorable de 5 millions d'euros par rapport à juin 2013.

5.1.2.3 Acquisitions et croissance externe

Les acquisitions du premier semestre 2014, sous déduction de la trésorerie acquise, sont de 7 millions d'euros. Elles ont principalement été réalisées par GeoPost qui a procédé à l'achat de la franchise SEUR Asturias et à la prise de contrôle de Worldnet.

La Banque Postale, a en outre procédé à l'acquisition de SOFIAP. Cette acquisition n'est toutefois pas reprise dans cet agrégat, les flux de trésorerie de La Banque Postale étant appréhendés via sa capacité de distribution, comme explicité ci-dessus.

5.1.2.4 Cessions d'actifs

Les cessions d'actifs, à 55 millions d'euros, sont au niveau de celles de 2013. Les cessions d'actifs recouvrent notamment les ventes de véhicules du Groupe et les cessions d'immeubles du parc immobilier de La Poste.

⁹ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

5.1.3 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe baisse de 10 millions d'euros par rapport à la dette pro forma 2013 (3 805 millions d'euros).

Outre un flux de trésorerie disponible excédentaire de 268 millions d'euros, le Groupe a versé 171 millions d'euros de dividendes aux actionnaires au titre du résultat 2013 et payé 28 millions d'euros d'intérêts financiers nets auxquels il convient d'ajouter 48 millions d'euros d'intérêts courus non échus.

Le flux net de trésorerie disponible à fin juin 2014 est supérieur de 22 millions d'euros par rapport à fin juin 2013. L'écart provient d'une part des flux de trésorerie disponible supérieurs de 25 millions d'euros et d'autre part, des intérêts financiers nets versés pour un montant de 3 millions d'euros.

A noter le versement à hauteur de 600 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2013 de la dernière tranche de l'augmentation de capital de 2,7 milliards d'euros, versée entre 2011 et 2013.

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	616	586	+30	+5,2 %
Flux de trésorerie des investissements	-348	-343	-6	+1,7 %
Flux de trésorerie disponible	268	243	+25	+10,1 %
Dividendes versés	-171	-172	+0	-0,3 %
Intérêts financiers nets versés	-28	-25	-3	+11,0 %
Flux net de trésorerie disponible	69	47	+22	+47,8 %
Augmentation de capital	0	602	-602	-100,0 %
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute	-1	-13	+12	-93,8 %
Rachat d'intérêts minoritaires	0	-2	+2	n.s.
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-9	-18	+9	-49,9 %
Augmentation des dettes de location financement	-2	-1	-1	n.s.
Variation des ICNE sur instruments financiers	-48	-57	+9	-15,4 %
Autres éléments	1	-0	+2	n.s.
VARIATION DE LA DETTE NETTE (*)	10	558	-548	-98,1 %

(*) : "-":augmentation / "+":diminution

5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste est passée de 2 104 millions d'euros à l'ouverture à 2 227 millions d'euros à fin juin 2014, soit une hausse de 122 millions d'euros qui s'explique principalement par :

- Un flux net de trésorerie disponible positif de 69 millions d'euros ;
- Une consommation de trésorerie provenant des emprunts de 161 millions d'euros liée essentiellement au remboursement de billets de trésorerie pour un montant net de 150 millions d'euros ;
- Les autres flux liés aux opérations de financement correspondent essentiellement à des concours bancaires créditeurs exceptionnels et ponctuels au 30 juin 2014 (décalage d'une opération de 115 millions d'euros sur une journée entre date de valeur et date d'opération) ainsi que, dans une moindre mesure, à la variation des dépôts de collatéralisation des instruments financiers de La Poste.

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Flux net de trésorerie disponible	69	47	+22	+47,8 %
Augmentation de capital	0	602	-602	-100,0 %
Variation de trésorerie provenant des emprunts	-161	-10	-151	n.s.
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	-17	-102	+85	-83,1 %
Autres flux liés aux opérations de financement	149	-102	+252	n.s.
Flux de trésorerie intragroupe	81	-67	+147	n.s.
Autres éléments	1	-5	+6	n.s.
Variation de trésorerie	122	363	-241	-66,3 %
Trésorerie à l'ouverture	2 104	2 127	-23	-1,1 %
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 227	2 491	-264	-10,6 %

5.3 Décomposition de l'endettement financier

5.3.1 Endettement brut

Le détail de l'endettement brut du Groupe à fin juin 2014 et à fin décembre 2013 est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2014.06			2013.12		
	Court terme	Moyen et long terme	Total	pro forma	pro forma	Total
Obligations	206	5 977	6 183	207	5 925	6 133
Bons La Poste	62	0	62	63	0	63
Billets de trésorerie	0	0	0	150	0	150
Dépôts et cautionnements recus	386	26	413	368	25	393
Intérêts courus	166	0	166	132	0	132
Autres	204	93	298	103	98	201
ENDETTEMENT BRUT	1 025	6 097	7 121	1 023	6 048	7 071

La dette obligataire brute de La Poste est constituée d'une dizaine d'emprunts à taux fixe d'origine, variabilisés pour certains dans le cadre de placements à taux variables, puis pour certains, refixés en fonction des anticipations de remontée des taux.

La dette brute du Groupe a augmenté de 50 millions d'euros au cours du premier semestre avec pour principaux éléments marquants :

- Remboursement des billets de trésorerie pour un montant net de 150 millions d'euros : 300 millions d'euros ont été émis et 450 millions d'euros ont été remboursés sur le semestre ;
- Hausse de la dette obligataire de 50 millions d'euros : incidence de la baisse des taux sur les emprunts obligataires en juste valeur ;
- Augmentation conjoncturelle des intérêts courus non échus sur emprunts pour un montant de 35 millions d'euros.

Le coût de la dette s'établit à 3,05 % en 2014 (4,30 % avant gestion active).

5.3.2 Endettement net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.12	Variation	
		pro forma	vs pro forma	(en %)
Dette Brute à la clôture	7 121	7 071	+50	+0,7 %
Trésorerie	-2 227	-2 104	-123	+5,8 %
Autres éléments d'actif	-1 099	-1 162	+62	-5,4 %
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	+3 795	+3 805	-10	-0,3 %

L'endettement net du Groupe s'élève à 3 795 millions d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 10 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013.

Les autres éléments d'actifs correspondent :

- Aux placements supérieurs à 3 mois, dont une partie des placements de trésorerie adossés à de futures échéances obligataires ; ils s'élèvent à 669 millions d'euros à fin juin 2014 ;
- Aux dérivés actifs associés à la dette ;
- Aux dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif ;
- A la situation financière nette envers la Banque Postale.

5.4 Capitaux propres et structure financière

	Semestre clos le 30 juin			
	2014.06	2013.12	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Capitaux propres consolidés part du Groupe (ouverture)	8 460	7 362	+1 098	+14,9 %
Augmentation de capital	0	600	-600	-100,0 %
Résultat net Part du groupe	355	627	-272	-43,4 %
Distribution de dividendes	-171	-171	+0	-0,0 %
Résultat latent sur instruments financiers	145	54	+91	n.s.
Ecart de conversion	33	-75	+108	n.s.
Ecart actuariels	-47	31	-78	n.s.
Autres éléments	-53	32	-84	n.s.
Capitaux Propres part du Groupe	8 722	8 460	+262	+3,1 %
Intérêts minoritaires	204	173	+31	+17,7 %
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE (CLOTURE)	8 926	8 633	+293	+3,4 %

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 8 722 millions d'euros au 30 juin 2014, soit une progression de 262 millions d'euros.

5.5 Notation financière

Les notations du Groupe et de La Banque Postale sont demeurées inchangées sur le 1^{er} semestre.

5.5.1 Notation du Groupe La Poste

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière publication
La Poste	Fitch Ratings	AA-	F1+	Stable	18 septembre 2013
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	11 juillet 2013

5.5.2 Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière publication
La Banque Postale	Fitch Ratings	A+	F1+	Négative	22 juillet 2014
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	12 novembre 2013

6. Evènements post-clôture

6.1 L'ARCEP fixe l'encadrement pluriannuel des tarifs de La Poste le 25 juillet 2014

Face à la profonde mutation de l'environnement économique du Groupe La Poste liée à l'accélération de la baisse des volumes de courrier, La Poste et L'ARCEP ont examiné, au cours du 1^{er} semestre 2014, l'exécution prévisionnelle du dispositif d'encadrement tarifaire couvrant la période 2013-2015.

Il en ressort que l'objectif de maintien de l'équilibre économique sur le périmètre de l'encadrement tarifaire ne serait pas atteint. En outre, les activités relevant du service universel ne seraient plus à même de couvrir les coûts d'accessibilité du service universel postal. L'ARCEP et La Poste ont convenu de réformer le dispositif existant.

A l'issue de ces échanges, l'ARCEP et La Poste se sont accordées sur le principe de la définition d'un nouveau dispositif d'encadrement tarifaire pluriannuel. L'encadrement est fixé pour une période de 4 ans, soit la période s'étendant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018, et prévoit une augmentation annuelle moyenne des tarifs du service universel de 3,5 points au-dessus de l'inflation (IPC +3,5 %).

Il fixe un plafond annuel de consommation de l'encadrement tarifaire, exprimé en termes réels, qui s'établit à 50 % en 2015, 70 % en 2016, 90 % en 2017 et 100 % en 2018.

Il adapte le mécanisme d'ajustement aux volumes pour introduire une plus grande souplesse tout en maintenant le niveau de partage des risques entre La Poste et les utilisateurs inchangé par rapport à la décision n°2012-1353.

Il fera l'objet d'un réexamen en milieu d'année 2016.

Les nouvelles grilles tarifaires vont désormais être élaborées pour une mise en application le 1^{er} janvier 2015. Elles feront l'objet d'une communication au plus tard deux mois avant leur entrée en vigueur.

Grâce à l'enveloppe accordée, La Poste aura les moyens nécessaires pour assurer la pérennité du service universel et maintenir un haut niveau de qualité de service.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé	74
État du résultat global consolidé	75
Bilan consolidé	76
Variation des capitaux propres consolidés	78
Tableau des flux de trésorerie consolidés	80

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 Évènements significatifs du semestre	81
NOTE 2 Bases de préparation des états financiers consolidés	82
NOTE 3 Information sectorielle	90

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 Chiffre d'affaires des activités commerciales	92
NOTE 5 Produit net bancaire	94
NOTE 6 Achats et autres charges externes	94
NOTE 7 Charges de personnel et effectifs	95
NOTE 8 Autres charges et produits opérationnels	96
NOTE 9 Résultat financier	97
NOTE 10 Impôt sur le résultat	97

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 Écarts d'acquisition (goodwill)	98
NOTE 12 Immobilisations incorporelles et corporelles	99
NOTE 13 Participations dans les sociétés mises en équivalence	99
NOTE 14 Autres actifs des activités industrielles et commerciales	100
NOTE 15 Actifs financiers des activités bancaires	101
NOTE 16 Provisions pour risques et charges	102
NOTE 17 Emprunts obligataires et autres dettes financières	103
NOTE 18 Dette nette du Groupe	105
NOTE 19 Avantages du personnel	106
NOTE 20 Passifs financiers des activités bancaires	106
NOTE 21 Dettes fournisseurs et autres dettes	107

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 Informations complémentaires sur les instruments financiers	108
NOTE 23 Transactions avec les parties liées	112
NOTE 24 Engagements hors bilan et passifs éventuels	113
NOTE 25 Évènements postérieurs à la clôture	113

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE	S1 2014	S1 2013 (a)	2013 (a)
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis		5 649	5 797	11 465
Chiffre d'affaires GeoPost		2 275	2 022	4 271
Chiffre d'affaires Numérique		187	192	387
Chiffre d'affaires Réseau La Poste		12	11	27
Chiffre d'affaires Immobilier		4	5	9
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	8 126	8 027	16 158
Produit net bancaire	5	2 847	2 775	5 568
Produits opérationnels		10 973	10 802	21 726
Achats et autres charges	6	(3 488)	(3 341)	(7 070)
Charges de personnel	7	(6 274)	(6 306)	(12 468)
Impôts et taxes	8	(132)	(128)	(236)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(651)	(596)	(1 293)
Autres charges et produits opérationnels	8	54	61	136
Résultat des cessions d'actifs		(0)	1	(13)
Charges opérationnelles nettes		(10 491)	(10 309)	(20 945)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		482	493	781
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	13	4	5	10
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		485	498	792
Coût de l'endettement financier net		(85)	(100)	(197)
Autres éléments du résultat financier		(18)	(13)	(25)
Résultat financier	9	(102)	(112)	(222)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		383	386	569
Impôt sur le résultat	10	(126)	(87)	(131)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	13	115	112	215
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		372	411	653
Part du groupe		355	396	627
Part des minoritaires		17	15	26

(a) Comptes retraités en application d'IFRS 10 et IFRS 11 (voir note 2.3).

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013 (a)	2013 (a)
Résultat net de l'ensemble consolidé	372	411	653
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables			
Variation des résultats latents sur instruments financiers	8	(55)	31
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>	<i>(1)</i>	<i>(26)</i>	<i>(26)</i>
Écart de conversion	16	(23)	(27)
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	165	(43)	(26)
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	<i>148</i>	<i>(33)</i>	<i>26</i>
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>		<i>6</i>	<i>(4)</i>
<i>- réserves de conversion</i>	<i>17</i>	<i>(16)</i>	<i>(48)</i>
Éléments non recyclables			
Écarts actuariels sur avantages du personnel	(47)	31	27
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	142	(90)	5
Résultat global	514	322	659
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	486	317	633
Résultat global part des minoritaires	28	6	25

(a) Comptes retraités en application d'IFRS 10 et IFRS 11 (voir note 2.3).

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

(en millions d'euros)

	NOTE	30/06/2014	31/12/2013 (a)
Écarts d'acquisition	11	1 574	1 532
Immobilisations incorporelles	12	808	807
Immobilisations corporelles	12	5 796	5 931
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	2 876	2 704
Autres actifs financiers non courants	14	963	938
Impôts différés actifs		198	149
ACTIF NON COURANT		12 215	12 061
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	15	63 143	59 204
Créances sur les établissements de crédit	15	87 000	82 894
Portefeuille de titres	15	51 657	50 566
Autres actifs financiers courants	15	975	1 246
Comptes de régularisation	15	1 443	1 220
Caisse, banque centrale	15	1 276	1 570
Autres actifs courants			
Stocks et en-cours	14	125	132
Créances clients et autres créances	14	2 940	2 814
Autres actifs financiers courants	14	417	433
Encaisse des bureaux de Poste		497	612
Créance d'impôt sur les bénéficiaires		158	253
Autres comptes de régularisation - Actif		150	117
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	2 227	2 104
Actifs destinés à être cédés		106	120
ACTIF COURANT		212 114	203 283
TOTAL ACTIF		224 329	215 344

(a) Comptes retraités en application d'IFRS 10 et IFRS 11 (voir note 2.3)

PASSIF

(en millions d'euros)

	NOTE	30/06/2014	31/12/2013 (a)
Capital social		3 800	3 800
Prime d'émission		900	900
Réserves		3 123	2 720
Résultat latent sur instruments financiers		758	613
Écarts actuariels sur avantages du personnel		(126)	(80)
Réserve de conversion		(88)	(120)
Résultat de l'exercice part du groupe		355	627
Capitaux propres part du groupe		8 722	8 460
Intérêts minoritaires		204	173
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		8 926	8 633
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	6 097	6 048
Avantages du personnel - dette non courante	19	1 729	1 685
Provisions pour risques et charges non courantes	16	114	80
Impôts différés passifs		197	174
PASSIF NON COURANT		8 137	7 988
Provisions pour risques et charges courantes			
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	16	1 998	1 802
Provisions pour risques et charges courantes	16	537	538
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 024	1 023
Passifs courants bancaires			
Dettes envers les établissements de crédit	20	17 497	14 757
Dettes envers la clientèle	20	167 865	166 583
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	20	11 310	6 801
Comptes de régularisation	20	2 021	2 022
Autres passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	4 021	4 356
État - Impôt sur les bénéfices		101	34
Avantages du personnel - dette courante	19	652	663
Autres comptes de régularisation - Passif		238	145
Passifs destinés à être cédés			
PASSIF COURANT		207 266	198 723
TOTAL PASSIF		224 329	215 344

(a) Comptes retraités en application d'IFRS 10 et IFRS 11 (voir note 2.3).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2014

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2013 retraités ^(a)	3 800	900	627	(120)	418	195	(80)	2 720	8 460	173	8 633
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(13)	(184)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(56)	(56)	(28)	(84)
Rachat d'intérêts minoritaires											
Affectation du résultat 2013			(456)					456			
Résultat global de la période			355	33	148	(3)	(47)		486	28	514
<i>Dont - Résultat net</i>			355						355	17	372
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				33	148	(3)	(47)		131	11	142
Autres								3	3	44	47
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30/06/2014	3 800	900	355	(88)	566	192	(126)	3 123	8 722	204	8 926

(a) Comptes retraités en application d'IFRS 10 et IFRS 11 (voir note 2.3).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2013

1^{er} semestre 2013

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2012 retraités ^(a)	3 400	700	479	(45)	392	167	(110)	2 379	7 362	178	7 540
Augmentation de capital de La Poste ^(b)	400	200							600	0	600
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(18)	(189)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								17	17	2	19
Rachat d'intérêts minoritaires								(39)	(39)	(6)	(44)
Affectation du résultat 2012			(308)					308			
Résultat global de la période			396	(39)	(33)	(39)	31		317	6	322
<i>Dont - Résultat net</i>			396				(79)		317	15	332
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(39)	(33)	(39)	31		(80)	(10)	(90)
Autres							(1)	(2)	(3)	7	4
Capitaux propres consolidés au 30/06/2013 retraités ^(a)	3 800	900	396	(84)	359	128	(80)	2 664	8 084	169	8 253

Exercice 2013

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2012 retraités ^(a)	3 400	700	479	(45)	392	167	(110)	2 379	7 362	178	7 540
Augmentation de capital de La Poste ^(b)	400	200							600		600
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(20)	(191)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								67	67	(1)	66
Rachat d'intérêts minoritaires								(43)	(43)	(6)	(49)
Affectation du résultat 2012			(308)					308			
Résultat global de la période			627	(75)	26	27	27		633	25	659
<i>Dont - Résultat net</i>			627						627	26	653
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(75)	26	27	27		6	(1)	5
Autres							2	9	12	(3)	8
Capitaux propres consolidés au 31/12/2013 retraités ^(a)	3 800	900	627	(120)	418	195	(80)	2 720	8 460	173	8 633

(a) Comptes retraités en application d'IFRS 10 et IFRS 11 (voir note 2.3).

(b) L'État et la Caisse des Dépôts ont exercé en avril 2013 les 350 millions de bons de souscription qu'ils détenaient (décision de l'Assemblée Générale du 6 avril 2011).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	S1 2014			S1 2013 (a)			2013 (a)		
	Groupe	Hors banque	La Banque Postale	Groupe	Hors banque	La Banque Postale	Groupe	Hors banque	La Banque Postale
Excédent Brut d'exploitation	1 294	464	830	1 148	458	690	2 221	794	1 427
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(154)	(9)	(145)	(92)	(11)	(81)	(190)	(26)	(164)
Produits et charges financières divers	1	1	0	2	2	(0)	5	5	0
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 141	456	685	1 058	449	609	2 036	773	1 263
Variation du besoin en fonds de roulement	(195)	(289)	94	(196)	(223)	28	6	21	(15)
Variation de l'encaisse des bureaux de poste	115	115		197	197		108	108	
CICE de la période (hors provisions)	(179)	(178)	(1)	(129)	(128)	(0)	(255)	(253)	(2)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	(1 309)		(1 309)	(1 666)		(1 666)	(2 237)		(2 237)
Impôts payés	99	249	(150)	(69)	32	(101)	(146)	101	(246)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		261	(261)		258	(258)		258	(258)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	111	4	106	1	2	(0)	9	9	(0)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(218)	616	(835)	(803)	586	(1 389)	(479)	1 016	(1 496)
Achat d'actifs incorporels et corporels	(460)	(393)	(66)	(443)	(379)	(64)	(989)	(829)	(160)
Achat d'actifs financiers	(6)	(4)	(2)	(11)	(9)	(2)	(22)	(21)	(1)
Emission de titres subordonnés La Banque Postale								(800)	800
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	47	47	0	55	51	3	132	125	7
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	9	8	1	4	4	0	28	26	1
Incidences des variations de périmètre	(44)	(7)	(38)	(124)	(9)	(115)	(163)	(50)	(113)
Variations des actifs financiers de gestion de trésorerie	(17)	(17)		(102)	(102)		157	157	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(471)	(366)	(105)	(621)	(445)	(177)	(857)	(1 391)	534
Augmentation de capital ^(b)	8	0	8	602	602	(0)	601	600	0
Dividendes versés	(171)	(171)	(0)	(188)	(172)	(16)	(191)	(175)	(17)
Intérêts financiers versés	(28)	(28)		(25)	(25)		(171)	(171)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	1 051	301	750	1	1		405	405	
Remboursements des emprunts	(462)	(462)		(11)	(11)		(752)	(752)	
Rachats des intérêts minoritaires				(47)	(2)	(45)	(53)	(9)	(45)
Autres flux liés aux opérations de financement	150	150		(102)	(102)		(102)	(102)	
Flux intragroupe		80	(80)		(67)	67		557	(557)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	548	(130)	678	230	225	6	(264)	355	(618)
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	262		262	1 560		1 560	1 580		1 580
Incidence des variations des cours des devises	1	1		(3)	(3)		(4)	(4)	
Variation de Trésorerie et équivalents de trésorerie ^(c)	122	122	0	363	363	0	(23)	(23)	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture ^(c)	2 104	2 104		2 127	2 127		2 127	2 127	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ^(c)	2 227	2 227		2 491	2 491		2 104	2 104	0

(a) Comptes retraités en application d'IFRS 10 et IFRS 11 (voir note 2.3)

(b) Dont 600 millions reçus en 2013 au titre de l'augmentation de capital de La Poste décidée en avril 2011.

(c) Hors encaisse des bureaux de poste.

G É N É R A L I T É S

Les données comparatives 2013 présentées dans les notes annexes ont été retraitées de la première application des normes IFRS 10 et IFRS 11. Le détail de ces retraitements figure en note 2.3.

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Nouvelle gouvernance du Groupe La Poste
- 1.2 Émission obligataire de La Banque Postale
- 1.3 Enquête de l'Autorité de la concurrence sur la messagerie
- 1.4 Principales évolutions du périmètre de consolidation

1.1 Nouvelle gouvernance du Groupe La Poste

Le Groupe La Poste a présenté en avril 2014 son nouveau plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir ». Ce plan prévoit notamment la mise en place d'une nouvelle gouvernance du Groupe, organisée autour de cinq branches :

- Services - Courrier-Colis
- La Banque Postale
- GeoPost
- Réseau La Poste
- Numérique

Cette nouvelle organisation a donné lieu à une modification de l'information sectorielle revue par la Direction du Groupe, détaillée en note 3.

1.2 Émission obligataire de La Banque Postale

La Banque Postale a procédé le 11 avril 2014 à une émission obligataire d'un montant de 750 millions d'euros. Il s'agit de la troisième émission de titres *Tier II* de La Banque Postale, la première ayant été réalisée en novembre 2006 pour un montant de 500 millions d'euros et remboursée en 2011, la seconde ayant eu lieu en novembre 2010 pour un montant de 750 millions d'euros.

Cette émission, faite sous forme de titres subordonnés remboursables (*Lower Tier II*) a été souscrite principalement par des investisseurs institutionnels européens. Cette émission peut être convertie en dette senior en cas de disqualification réglementaire. Elle a également fait l'objet d'une couverture en juste valeur.

1.3 Enquête de l'Autorité de la concurrence sur la messagerie

Une enquête de l'Autorité de la concurrence est en cours sur les différents acteurs de la messagerie en France. Une notification de griefs a été communiquée le 30 juin 2014.

1.4 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Acquisition de Sofiap

La Banque Postale a acquis le 20 mai 2014, auprès du Crédit Immobilier de France et de la SNCF, 66% de la société Sofiap. La SNCF détient les 34% restant. Cette société gère un encours de crédits immobiliers de moins de 2 milliards d'euros, essentiellement avec des employés de la SNCF, et réalise un produit net bancaire annuel d'environ 21,5 millions d'euros.

L'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs et passifs acquis a été réalisée de manière provisoire, et est susceptible d'être ajustée pendant la période d'évaluation de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

Prise de contrôle de WnDirect

GeoPost a pris en avril 2014 le contrôle de la société de prestations logistiques britannique WnDirect avec 63,5% du capital. Elle en détenait auparavant 20%. La réévaluation de la participation antérieurement détenue a donné lieu à la constatation d'un produit de 6,5 millions d'euros en résultat. Le goodwill provisoire suite à cette prise de contrôle s'établit à 21 millions d'euros.

Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions

de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de l'exercice précédent au taux moyen de l'exercice en cours.

(en millions d'euros)	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2014	S1 2013	S1 2014	S1 2013
Chiffre d'affaires et PNB	10 973	10 802	10 852	10 808
Achats et autres charges	(3 488)	(3 341)	(3 397)	(3 344)
Charges de personnel	(6 274)	(6 306)	(6 250)	(6 307)
Impôts et taxes	(132)	(128)	(132)	(128)
Amortissements et provisions	(651)	(596)	(648)	(596)
Autres charges et produits opérationnels courants	54	61	54	61
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	(0)	1	(0)	1
Charges opérationnelles nettes	(10 491)	(10 309)	(10 373)	(10 314)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	482	493	479	494
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	4	5	3	4
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	485	498	482	498

NOTE 2

BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations
- 2.3 Première application des normes IFRS 10 et IFRS 11

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 44 boulevard de Vaugirard à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2014 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 31 juillet 2014).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des

états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2013.

A l'exception des éléments décrits au paragraphe A. ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2014 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2013. Ces principes sont exposés en note 3 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2013.

A. Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2014

IFRS 10 – États financiers consolidés

La norme IFRS 10 remplace IAS 27 et l'interprétation SIC 12 sur les entités ad hoc. Elle définit une notion unique du contrôle, fondée sur la capacité à influencer sur les rendements produits par une entité du fait du pouvoir détenu sur celle-ci. Les effets de la première application de cette norme sur les comptes consolidés du Groupe sont décrits en note 2.3.

IFRS 11 – Partenariats

La norme IFRS 11 remplace IAS 31, et rend obligatoire la consolidation par la méthode de la mise en équivalence des partenariats sous contrôle conjoint qualifiés de coentreprises. Les effets de la

première application de cette norme sur les comptes consolidés du Groupe sont décrits en note 2.3

IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Ce texte définit les informations à donner au titre des participations dans des filiales, partenariats, entités associées ou entités structurées non consolidées. À ce titre, des informations seront fournies dans les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2014.

IAS 27 révisée – États financiers individuels

Ce texte ne traite plus que du traitement des participations dans les états financiers individuels, et à ce titre ne concerne pas le Groupe La Poste.

IAS 28 révisée – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Ce texte définit la notion d'influence notable et la méthode de la mise en équivalence. Il n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2014.

Amendement à IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers

Ce texte n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2014.

Amendement à IAS 32 – Compensation d'actifs et de passifs financiers

Ce texte n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2014.

Amendement à IAS 39 - Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture

Ce texte n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2014.

B. Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2014 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2014.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent

être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place

2.3 Première application des normes IFRS 10 et IFRS 11

IFRS 10

La norme IFRS 10 définit un modèle unique d'analyse du contrôle. Ce modèle comprend trois éléments: le pouvoir de diriger les activités pertinentes de l'entité, l'exposition aux rendements variables de cette entité, et la capacité d'utiliser le pouvoir afin d'influer sur ces rendements.

Le Groupe La Poste a analysé ses participations afin de déterminer le contrôle exercé sur celles-ci au regard de cette nouvelle norme.

Ces analyses ont conduit le Groupe à considérer qu'il détenait le contrôle au 1^{er} janvier 2013 sur la société LBP Prévoyance, auparavant consolidée par intégration proportionnelle en application d'IAS 31. Cette analyse s'appuie sur la gouvernance de la société, et sur la capacité du Groupe à influencer au travers de celle-ci sur les rendements variables auxquels il est exposé.

Les comptes consolidés du Groupe ont été retraités par intégration globale de LBP Prévoyance au 1^{er} janvier 2013.

Les analyses menées n'ont pas conduit à modifier les conclusions sur le contrôle exercé sur les autres participations détenues par le Groupe.

IFRS 11

La norme IFRS 11 définit deux types de partenariats :

- les coentreprises sont les partenariats dans lesquels les partenaires n'ont qu'un droit sur l'actif net de l'entité. Les coentreprises sont obligatoirement consolidées par mise en équivalence.
- les activités conjointes sont les partenariats dans lesquels les partenaires ont des droits sur les actifs de l'entité, et des obligations sur ses passifs. Les activités conjointes sont comptabilisées par intégration de la quote-part de chaque partenaire

dans les actifs, passifs, produits et charges de l'entité.

Après analyse de ses partenariats, le Groupe La Poste a conclu que l'essentiel de ceux-ci pouvaient être qualifiés de coentreprises au titre d'IFRS 11. Ils étaient jusqu'à présent consolidés par intégration proportionnelle. Les comptes consolidés du Groupe ont été retraités de la mise en équivalence de ceux-ci.

Les principaux partenariats concernés sont les suivants :

- Asendia
- La Poste Telecom
- Armadillo Bizpak
- SCI Bataille
- DTDC

DONNEES RETRAITEES

Les tableaux de passage suivants sont présentés ci-après :

- Effets de la première application d'IFRS 10 et IFRS 11 sur le compte de résultat et sur le tableau du résultat global
 - Au 1^{er} semestre 2013
 - Pour l'année 2013
- Effets de la première application d'IFRS 10 et IFRS 11 sur le bilan
 - Au 1^{er} janvier 2013
 - Au 31 décembre 2013
- Effets de la première application d'IFRS 10 et IFRS 11 sur le tableau des flux de trésorerie
 - Au 1^{er} semestre 2013
 - Pour l'année 2013

IMPACT DE LA PREMIERE APPLICATION DES NORMES IFRS 10 ET IFRS 11 SUR LE COMPTE DE RESULTAT

En application de la recommandation n°2013-01 émise par l'Autorité de Normes Comptables le 4 avril 2013, Le Groupe La Poste a choisi de présenter la quote-part de résultat de ses partenariats mis en

équivalence sur la ligne « Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint ».

COMPTE DE RESULTAT 1^{ER} SEMESTRE 2013

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013 Publié	Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	S1 2013 Retraité
Chiffres d'affaires des activités commerciales	8 199		(172)	8 027
Produit net bancaire	2 748	27		2 775
Produits opérationnels	10 947	27	(172)	10 802
Charges opérationnelles nettes	(10 464)	(9)	164	(10 309)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	483	18	(8)	493
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint			5	5
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	483	18	(4)	498
Résultat financier	(113)		1	(112)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	370	18	(3)	386
Impôt sur le résultat	(83)	(7)	3	(87)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	112			112
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	399	12	(0)	411
Part du groupe	396			396
Part des minoritaires	4	12		15

RESULTAT GLOBAL 1^{ER} SEMESTRE 2013

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2013 Publié	Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	S1 2013 Retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	400	12		411
Éléments du résultat global recyclables en résultat net				
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(45)	(10)		(55)
Écart de conversion	(24)		1	(23)
Quote part des autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence	(42)		(1)	(43)
Éléments du résultat global non recyclables en résultat net				
Écarts actuariels sur avantages du personnel	31			31
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	(80)	(10)		(90)
Résultat global	320	2		322
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	317			317
Résultat global part des minoritaires	4	2		6

COMPTE DE RESULTAT 2013

(en millions d'euros)	2013 Publié	Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	2013 Retraité
Chiffres d'affaires des activités commerciales	16 562		(404)	16 158
Produit net bancaire	5 522	46		5 568
Produits opérationnels	22 084	46	(404)	21 726
Charges opérationnelles nettes	(21 314)	(17)	386	(20 945)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	770	29	(18)	781
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint			10	10
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	770	29	(8)	792
Résultat financier	(223)		0	(222)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	547	29	(7)	569
Impôt sur le résultat	(127)	(11)	7	(131)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	215			215
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	635	18	(0)	653
Part du groupe	627		(0)	627
Part des minoritaires	8	18	(0)	26

RESULTAT GLOBAL 2013

Montants nets d'impôt <i>(en millions d'euros)</i>	2013 Publié	Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	2013 Retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	635	18		653
Éléments du résultat global recyclables en résultat net				
Variation des résultats latents sur instruments financiers	32	(1)		31
Écart de conversion	(31)		4	(27)
Quote part des autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence	(22)		(4)	(26)
Éléments du résultat global non recyclables en résultat net				
Écarts actuariels sur avantages du personnel	27			27
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	6	(1)		5
Résultat global	642	17		659
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	633			633
Résultat global part des minoritaires	8	17		25

IMPACT DE LA PREMIERE APPLICATION DES NORMES IFRS 10 ET IFRS 11 SUR LE BILAN

BILAN AU 1ER JANVIER 2013

(en millions d'euros)	01/01/2013 Publié	Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	01/01/2013 Retraité
Écarts d'acquisition	1 562		(37)	1 525
Immobilisations incorporelles	825	0	(10)	815
Immobilisations corporelles	6 062	1	(11)	6 052
Participations dans les sociétés mises en équivalence	2 446		49	2 495
Autres actifs financiers non courants	894		0	894
Impôts différés actifs	113	0	(2)	111
ACTIF NON COURANT	11 903	1	(11)	11 892
Actifs courants bancaires				
Prêts et créances sur la clientèle	49 922		(0)	49 922
Créances sur les établissements de crédit	81 254	0		81 254
Portefeuille de titres	54 281	712		54 993
Autres actifs financiers courants	1 305	(9)		1 296
Comptes de régularisation	2 387	76	(0)	2 463
Caisse, banque centrale	2 726			2 726
Autres actifs courants				
Stocks et en-cours	203		(61)	143
Créances clients et autres créances	2 453	0	(74)	2 379
Autres actifs financiers courants	781		2	783
Encaisse des bureaux de Poste	719			719
Créance d'impôt sur les bénéfices	211	1	(0)	212
Autres comptes de régularisation - Actif	126		(3)	123
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 167		(40)	2 127
Actifs destinés à être cédés	104			104
ACTIF COURANT	198 641	780	(176)	199 245
TOTAL ACTIF	210 544	781	(187)	211 137
Capital social	3 400			3 400
Prime d'émission	700			700
Réserves	2 357	22	0	2 380
Résultat latent sur instruments financiers	581	(22)		559
Écarts actuariels sur avantages du personnel	(110)			(110)
Réserve de conversion	(45)		(0)	(45)
Résultat de l'exercice part du groupe	479	0	(0)	479
Capitaux propres part du groupe	7 362	0	0	7 362
Intérêts minoritaires	65	113	0	178
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	7 427	113	0	7 540
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	6 085		4	6 089
Avantages du personnel - dette non courante	1 821		(0)	1 821
Provisions pour risques et charges non courantes	90		(0)	90
Impôts différés passifs	142	12	(1)	153
PASSIF NON COURANT	8 140	12	2	8 153
Provisions pour risques et charges courantes				
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	1 005	608		1 614
Provisions pour risques et charges courantes	385	1	(1)	385
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	1 567		(36)	1 531
Passifs courants bancaires				
Dettes envers les établissements de crédit	15 811	0		15 812
Dettes envers la clientèle	160 393			160 393
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	7 185	9		7 194
Comptes de régularisation	3 493	10		3 503
Autres passifs courants				
Dettes fournisseurs et autres dettes	4 349	28	(111)	4 266
État - Impôt sur les bénéfices	16		(0)	16
Avantages du personnel - dette courante	617		(0)	617
Autres comptes de régularisation - Passif	154		(41)	113
PASSIF COURANT	194 977	656	(190)	195 443
TOTAL PASSIF	210 544	781	(187)	211 137

BILAN AU 31 DECEMBRE 2013

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2013 Publié	Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	31/12/2013 Retraité
Écarts d'acquisition	1 587		(55)	1 532
Immobilisations incorporelles	816	0	(9)	807
Immobilisations corporelles	5 941	1	(10)	5 931
Participations dans les sociétés mises en équivalence	2 634		70	2 704
Autres actifs financiers non courants	942		(4)	938
Impôts différés actifs	153	(0)	(3)	149
ACTIF NON COURANT	12 073	0	(12)	12 061
Actifs courants bancaires				
Prêts et créances sur la clientèle	59 204		(0)	59 204
Créances sur les établissements de crédit	82 894	0		82 894
Portefeuille de titres	49 784	782		50 566
Autres actifs financiers courants	1 200	46		1 246
Comptes de régularisation	1 185	35	(0)	1 220
Caisse, banque centrale	1 570			1 570
Autres actifs courants				
Stocks et en-cours	136		(4)	132
Créances clients et autres créances	2 936	0	(123)	2 814
Autres actifs financiers courants	430		3	433
Encaisse des bureaux de Poste	612			612
Créance d'impôt sur les bénéficiaires	253		(0)	253
Autres comptes de régularisation - Actif	118		(1)	117
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 163		(59)	2 104
Actifs destinés à être cédés	120			120
ACTIF COURANT	202 604	863	(185)	203 283
TOTAL ACTIF	214 677	864	(197)	215 344
Capital social	3 800			3 800
Prime d'émission	900			900
Réserves	2 698	22	0	2 720
Résultat latent sur instruments financiers	635	(22)		613
Écarts actuariels sur avantages du personnel	(80)			(80)
Réserve de conversion	(120)		0	(120)
Résultat de l'exercice part du groupe	627			627
Capitaux propres part du groupe	8 460	0	0	8 460
Intérêts minoritaires	57	117	(0)	173
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	8 516	117	(0)	8 633
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	6 043		6	6 048
Avantages du personnel - dette non courante	1 685		(0)	1 685
Provisions pour risques et charges non courantes	80		(1)	80
Impôts différés passifs	166	12	(5)	174
PASSIF NON COURANT	7 976	12	0	7 988
Provisions pour risques et charges courantes				
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	1 126	676		1 802
Provisions pour risques et charges courantes	540	1	(2)	538
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	1 060		(37)	1 023
Passifs courants bancaires				
Dettes envers les établissements de crédit	14 757	0	(0)	14 757
Dettes envers la clientèle	166 583			166 583
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	6 790	10		6 801
Comptes de régularisation	2 003	19		2 022
Autres passifs courants				
Dettes fournisseurs et autres dettes	4 424	27	(95)	4 356
État - Impôt sur les bénéficiaires	33	1	(1)	34
Avantages du personnel - dette courante	663		0	663
Autres comptes de régularisation - Passif	207		(62)	145
PASSIF COURANT	198 185	735	(197)	198 723
TOTAL PASSIF	214 677	863	(196)	215 344

IMPACT DE LA PREMIERE APPLICATION DES NORMES IFRS 10 ET IFRS 11 SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE 1^{ER} SEMESTRE 2013

	S1 2013 publié			Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	S1 2013 retraité		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	La Banque Postale	Hors Banque	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
<i>en millions d'euros</i>								
Excédent Brut d'exploitation	1 105	470	635	56	(11)	1 148	458	690
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 013	459	554	56	(10)	1 058	449	609
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(811)	591	(1 402)	13	(6)	(803)	586	(1 389)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(624)	(447)	(177)		3	(621)	(445)	(177)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	245	226	19	(13)	(1)	230	225	6
Variation de Trésorerie et équivalents de trésorerie	367	367	0		(3)	363	363	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 167	2 167			(40)	2 127	2 127	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 534	2 534			(44)	2 491	2 491	

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE 2013

	2013 publié			Première application d'IFRS 10	Première application d'IFRS 11	2013 retraité		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	La Banque Postale	Hors Banque	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
<i>en millions d'euros</i>								
Excédent Brut d'exploitation	2 149	824	1 325	101	(31)	2 221	794	1 427
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 962	801	1 162	101	(27)	2 036	773	1 263
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(454)	1 056	(1 509)	13	(38)	(479)	1 016	(1 496)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(869)	(1 403)	534	(0)	13	(857)	(1 391)	534
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(256)	348	(605)	(13)	5	(265)	353	(618)
Variation de Trésorerie et équivalents de trésorerie	(4)	(4)	(0)		(19)	(23)	(23)	(0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 167	2 167			(40)	2 127	2 127	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 163	2 163			(59)	2 104	2 104	

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Dans le cadre de son nouveau plan stratégique « La Poste 2020 », le Groupe a modifié au premier semestre 2014 l'organisation de ses secteurs opérationnels, ainsi que l'information financière sectorielle revue par la Direction du Groupe. Le Groupe est désormais organisé autour des cinq secteurs opérationnels suivants, auxquels s'ajoutent les secteurs Immobilier et Services Partagés :

- **Services - Courrier - Colis** : ce secteur comprend l'activité courrier (collecte, tri, distribution de correspondance, de publicité et de presse) et les services connexes, l'activité colis réalisée par La Poste sous la marque Coliposte, ainsi les nouveaux services du facteur.
- **Geopost** : ce secteur comprend l'activité express réalisée par les marques du sous-groupe GeoPost, en particulier DPD, Chronopost, Exapaq et Seur.
- **La Banque Postale** : ce secteur comprend l'activité Banque et Assurance du sous-groupe La Banque Postale, ainsi que les prestations de services réalisées par certains personnels de La

Poste mis à disposition de La Banque Postale dans le cadre de conventions de services.

- **Réseau La Poste** : ce secteur comprend les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste, de l'activité de La Poste Mobile et d'autres produits externes.
- **Numérique** : ce secteur comprend l'ensemble des activités numériques du Groupe.
- **Immobilier** : Ce secteur assure la gestion du parc immobilier regroupé dans le sous-groupe Poste Immo, et comprend également l'activité de la Direction immobilière de La Poste.
- **Services Partagés** : Ce secteur comprend les activités « Corporate » des directions du siège et les services support du Groupe.

Les informations sectorielles comparatives présentées ci-dessous pour 2013 ont été retraitées en conformité avec ces nouveaux secteurs opérationnels.

1^{ER} SEMESTRE 2014

(en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Services partagés	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	TOTAL
Chiffres d'affaires & PNB externes	5 649	2 275	2 847	187	12	4				10 973
Chiffres d'affaires & PNB intersecteurs	132	36	7	25	2 004	417	410		(3 031)	
Produits opérationnels	5 781	2 311	2 854	212	2 016	420	410		(3 031)	10 973
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	321	124	466	(18)	(24)	31	(108)	(310)	(0)	482
Quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3			(3)	3				4
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	321	127	466	(18)	(27)	34	(108)	(310)	(0)	485
Résultat financier								(102)		(102)
Impôt sur le résultat								(126)		(126)
Quote-part de résultat des MEE	(0)	0	114	(0)		1				115
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										372
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(133)	(100)	(178)	(15)	(15)	(126)	(84)		(0)	(651)
Actifs sectoriels	2 765	3 269	209 591	438	627	3 874	8 689		(4 924)	224 329

1^{ER} SEMESTRE 2013

(en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Services partagés	Non affecté ^(a)	Éliminations	TOTAL
Chiffres d'affaires & PNB externes	5 797	2 022	2 775	192	11	5				10 802
Chiffres d'affaires & PNB intersecteurs	120	32	12	23	2 034	416	409		(3 047)	
Produits opérationnels	5 918	2 054	2 786	215	2 046	421	409		(3 047)	10 802
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	365	138	421	(4)	(52)	34	(103)	(302)	(3)	493
Quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3			(1)	2				5
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	366	141	421	(4)	(53)	35	(103)	(302)	(3)	498
Résultat financier								(112)		(112)
Impôt sur le résultat								(87)		(87)
Quote-part de résultat des MEE	(0)	0	111	(0)		1				112
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										411
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(144)	(53)	(170)	(12)	(25)	(122)	(70)			(596)
Actifs sectoriels	2 853	2 932	205 618	442	681	4 122	8 740		(4 371)	221 018

EXERCICE 2013

(en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Services partagés	Non affecté ^(a)	Éliminations	TOTAL
Chiffres d'affaires & PNB externes	11 465	4 271	5 568	387	27	9				21 726
Chiffres d'affaires & PNB intersecteurs	240	72	17	51	4 138	845	825		(6 189)	
Produits opérationnels	11 705	4 342	5 585	438	4 165	854	825		(6 189)	21 726
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	557	306	737	(5)	41	126	(194)	(719)	(67)	781
Quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	2	10			(7)	6				10
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	559	316	737	(5)	33	132	(194)	(719)	(67)	792
Résultat financier								(222)		(222)
Impôt sur le résultat								(131)		(131)
Quote-part de résultat des MEE	(0)	3	200	11		2				215
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										653
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(226)	(111)	(484)	(26)	(66)	(240)	(140)		0	(1 293)
Actifs sectoriels	2 791	3 089	200 659	433	769	4 036	8 468		(4 900)	215 344

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

- 4.1 Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis
- 4.2 Chiffre d'affaires GeoPost
- 4.3 Chiffre d'affaires Numérique
- 4.4 Autre chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des activités commerciales du Groupe La Poste provient des branches Services-Courrier-Colis, GeoPost, Numérique ainsi que de l'activité exercée par le Réseau La Poste et la branche Immobilière. Il se ventile de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis	5 649	5 797	11 465
Dont Courrier national	4 598	4 771	9 325
Dont Courrier international	300	273	570
Dont Colis	751	753	1 570
Chiffre d'affaires GeoPost	2 275	2 022	4 271
Chiffre d'affaires Numérique	187	192	387
Chiffre d'affaires Réseau La Poste	12	11	27
Chiffre d'affaires Immobilier	4	5	9
TOTAL	8 126	8 027	16 158

4.1 Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis

Le chiffre d'affaires Courrier national se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 392	3 436	6 689
Courrier publicitaire	639	710	1 401
Presse	292	345	679
Autres produits et services des filiales	275	279	556
TOTAL	4 598	4 771	9 325

Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

Les « Autres produits et services » des filiales sont constitués principalement par le chiffre d'affaires des sociétés suivantes :

- Mediapost SA, leader de la publicité non adressée en boîtes aux lettres et spécialiste du géomarketing pour 155 millions d'euros (164 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 et 325 millions d'euros en 2013) ;
- Docapost BPO IS, spécialiste du traitement intégré du courrier des entreprises pour 36 millions d'euros (32 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 et 66 millions d'euros en 2013).

Le chiffre d'affaires Courrier international se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Frais terminaux	90	76	162
Affranchissement Guichet	59	49	120
Autres produits du Courrier international	152	148	288
TOTAL	300	273	570

Les frais terminaux correspondent à la rémunération perçue par La Poste au titre de la distribution en France du courrier en provenance de l'étranger. Ils sont évalués en date de clôture sur la base des estimations de poids et de nombres d'objets distribués connues à cette date.

Les autres produits du Courrier international correspondent :

- pour La Poste, au chiffre d'affaires réalisé avec les entreprises et administrations pour 132 millions d'euros (131 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 et 252 millions d'euros en 2013) ;
- au chiffre d'affaires des sociétés du pôle international pour 20 millions d'euros (17 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 et 37 millions d'euros en 2013).

Le chiffre d'affaires Colis se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Colis affranchissement Guichet	222	223	462
Autres produits du Colis	529	530	1 108
TOTAL	751	753	1 570

Les autres produits du Colis sont générés par l'activité de ColiPoste, opérateur de La Poste maison mère, avec les entreprises et les administrations.

4.2 Chiffre d'affaires GeoPost

Le chiffre d'affaires GeoPost se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
GeoPost Zone France	558	525	1 074
GeoPost Zone Etranger	1 717	1 496	3 196
TOTAL	2 275	2 022	4 271

4.3 Chiffre d'affaires Numérique

Le chiffre d'affaires Numérique correspond essentiellement au chiffre d'affaires des sociétés Docapost DPS pour 53 millions d'euros (55 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 et 106 millions d'euros

en 2013) et Docapost BPO SAS pour 77 millions d'euros (81 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 et 164 millions d'euros en 2013).

4.4 Autre chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend le chiffre d'affaires de La Poste Mobile, ainsi que les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes

téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Intérêts et produits assimilés	2 698	2 920	5 659
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	881	1 120	2 037
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	1 070	1 022	2 096
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	746	777	1 526
Intérêts et charges assimilées	(1 178)	(1 309)	(2 380)
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	(12)	(13)	(35)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(920)	(1 144)	(2 084)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(245)	(152)	(261)
Produits de commissions	1 147	1 085	2 230
Charges de commissions	(127)	(115)	(238)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	15	10	26
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	220	112	149
Marge des activités d'assurance	96	87	160
Produits et charges des autres activités	(24)	(14)	(38)
TOTAL	2 847	2 775	5 568
Total produits	4 305	4 270	8 300
Total charges	(1 457)	(1 495)	(2 732)

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Services extérieurs et sous-traitance générale	688	686	1 517
Achats	250	265	583
Sous-traitance transport	1 629	1 488	3 024
Prestations du courrier international	89	80	160
Locations	348	336	735
Entretiens et réparations	174	181	399
Frais de télécommunications	62	64	132
Déplacements, missions	92	89	187
Autres charges	155	151	334
TOTAL	3 488	3 341	7 070

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

- 7.1 Charges de personnel
7.2 Effectifs

7.1 Charges de personnel

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 381	4 350	8 592
Cotisations retraites	665	707	1 398
Autres charges sociales	916	907	1 782
Prestations d'actions sociales	103	98	209
Produit CICE (hors CICE sur provisions)	(179)	(129)	(255)
Variation des provisions postérieures à l'emploi	(2)	(3)	1
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	12	17	21
Variation des autres provisions sur le personnel	(33)	(57)	(96)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	411	415	814
TOTAL	6 274	6 306	12 468

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi pour le dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste.

La ligne « **Produit CICE** » comptabilise le produit enregistré au sein des charges de personnel au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) mis en place en 2013. La variation du produit de CICE se rattachant aux provisions est enregistrée sur les mêmes lignes que ces provisions : incidence de 3 millions d'euros au 30 juin 2014 (charge), 38 millions d'euros au 30 juin 2013 (produit) et 42 millions d'euros au 31 décembre 2013 (produit).

7.2 Effectifs

L'effectif moyen du Groupe évolue de la façon suivante :

	S1 2014	S1 2013	2013
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	257 870	262 305	263 155

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013	2013
Impôts locaux	(77)	(72)	(152)
Autres impôts et taxes	(55)	(55)	(84)
IMPÔTS ET TAXES	(132)	(128)	(236)
Amortissements nets	(481)	(489)	(987)
Pertes de valeur sur immobilisations	(20)	(5)	(11)
Pertes de valeur sur actif circulant	(3)	(3)	(6)
Pertes sur créances irrécouvrables	(6)	(8)	(19)
Provisions pour risques et charges	(68)	(13)	(116)
Coût du risque des activités bancaires	(72)	(78)	(154)
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(651)	(596)	(1 293)
Production immobilisée	34	40	102
Production stockée	0	0	(1)
Redevances	(10)	(15)	(31)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle	8	(0)	(1)
Résultat de relation sur augmentation de capital de CNP Assurances ^(a)		8	8
Autres produits et charges opérationnels courants	23	28	58
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	54	61	136

(a) Le Groupe a choisi de recevoir le dividende de CNP Assurances en actions en 2013. Cette opération a donné lieu à la comptabilisation d'un gain de 8 millions d'euros en résultat.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(91)	(95)	(194)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ^(b)	(8)	(17)	(24)
Produits de trésorerie ^(c)	14	13	20
TOTAL	(85)	(100)	(197)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts.

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

L'évaluation au 30 juin 2014 de la dette obligataire comptabilisée en juste valeur par résultat sur option tient compte de la variation du coût du risque de crédit propre constatée sur le premier semestre 2014. Cette variation a pour effet d'augmenter la juste valeur de la dette obligataire comptabilisée dans les comptes selon la méthode de la juste valeur par

résultat, et génère un effet négatif sur le résultat financier au 30 juin 2014 de 15 millions d'euros.

Cette variation du coût du risque de crédit avait généré un effet négatif sur le résultat financier de 33 millions au 30 juin 2013 et de 51 millions d'euros au 31 décembre 2013.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (19 millions

d'euros au 1^{er} semestre 2014, 17 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 et 37 millions d'euros pour l'année 2013).

NOTE 10 IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	2013
(Charge) d'impôt courant	(172)	(136)	(145)
(Charge) / produit d'impôt différé	46	50	14
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	(126)	(87)	(131)

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)

UGT	Secteur	30/06/2014	31/12/2013
GeoPost Central Europe	GeoPost	460	460
Exapaq	GeoPost	334	334
GeoPost Espagne	GeoPost	255	248
GeoPost UK	GeoPost	135	130
Numérique	Numérique	128	128
Docapost BPO		47	47
Docapost DPS (Orsid + divers)		25	25
Adverline		23	23
Autres sociétés Numérique		34	34
Mediapost	Services-Courrier-Colis	70	68
Sogec		44	44
Mediapost		26	24
DPD Laser Finance	GeoPost	39	39
Viapost	Services-Courrier-Colis	39	39
Morin		28	28
Orium		11	11
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	28	27
Tigers	GeoPost	30	23
WnDirect	GeoPost	21	
Autres sociétés bancaires	La Banque Postale	8	8
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	25	25
Divers	Services-Courrier-Colis	2	2
TOTAL		1 574	1 532
Services-Courrier-Colis		111	109
GeoPost		1 299	1 259
La Banque Postale		36	36
Numérique		128	128

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)

	S1 2014	2013
Solde en début de période	1 532	1 525
dont : Valeur brute	1 667	1 661
Dépréciation	(135)	(136)
Acquisitions ^(a)	29	33
Reclassements et autres	7	(9)
Écarts de conversion	6	(17)
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	1 574	1 532
dont : Valeur brute	1 708	1 666
Dépréciation	(134)	(134)

(a) Dont prise de contrôle de WnDirect en avril 2014 pour 21 millions d'euros (voir note 1.4).

Pertes de valeur

Le Groupe La Poste procède à un test de perte de valeur de ses écarts d'acquisition, sur une base annuelle ou plus fréquente si des événements ou des changements indiquent qu'ils ont pu perdre de la valeur. Ces tests sont réalisés selon la procédure

décrite en note 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2013.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au 1^{er} semestre 2014.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2013	2 326	11 427	13 753
Acquisitions	134	265	399
Cessions	(5)	(125)	(130)
Variations de périmètre	3	10	13
Transferts	(1)	(20)	(21)
Ecart de conversion	1	13	13
SOLDE AU 30/06/2014	2 458	11 570	14 028
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2013	(1 519)	(5 495)	(7 014)
Amortissement de la période	(125)	(357)	(481)
Pertes de valeur	(6)	(20)	(26)
Reprises de perte de valeur		6	6
Reprises sur cessions	3	96	99
Variations de périmètre	(3)	(8)	(11)
Transferts	(0)	9	9
Ecart de conversion	(0)	(5)	(5)
SOLDE AU 30/06/2014	(1 650)	(5 774)	(7 424)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2013	807	5 931	6 738
AU 30/06/2014	808	5 796	6 604
<i>Dont location financement</i>			
au 31/12/2013		92	
AU 30/06/2014		87	

NOTE 13 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Entreprises associées		Sociétés sous contrôle conjoint		TOTAL
	CNP Assurances	Autres entreprises associées	ASENDIA	Autres sociétés sous contrôle conjoint	
Solde au 31/12/2013	2 522	109	48	25	2 704
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	114	1	1	3	118
Distribution de dividendes	(106)	(1)		(3)	(111)
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers et titres AFS	148	(0)			148
Variation de périmètre		0		(1)	(1)
Augmentation de capital		(1)		(0)	(1)
Transferts et reclassement	0	0		0	1
Ecart de conversion	17	1		0	18
SOLDE AU 30/06/2014	2 695	108	49	23	2 876

NOTE 14 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2014		31/12/2013	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets		148		155
Instruments financiers dérivés	108	321	129	290
Actifs financiers de placement de la trésorerie	261	408	252	404
Autres actifs financiers nets	48	86	52	90
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	417	963	433	938
Stocks d'autres approvisionnements	69		78	
Autres stocks et encours nets	55		54	
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	125		132	
Créances clients nettes	1 768		1 755	
Créances sur opérations du courrier international	495		503	
Autres créances	676		556	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	2 940		2 814	
Équivalents de trésorerie	1 929		1 964	
Caisse et disponibilités	298		140	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 227		2 104	

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie, dont l'échéance à l'origine est supérieure à 3 mois. Ces actifs financiers se composent essentiellement de titres obligataires (419 millions d'euros au 30 juin 2014, 555 millions d'euros au 31 décembre 2013) et de titres de créances négociables dont les échéances sont généralement comprises entre trois et douze mois (250 millions d'euros au 30 juin 2014, 100 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Instruments financiers dérivés

La ligne Instruments financiers dérivés correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 17.3.

NOTE 15 ACTIFS FINANCIERS DES ACTIVITES BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Prêts et créances sur la clientèle à vue	824	763
Prêts et créances sur la clientèle à terme	60 682	56 939
<i>dont crédits à l'habitat (inclus créances douteuses)</i>	<i>52 517</i>	<i>49 984</i>
Opérations de location financement	666	561
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	970	942
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	63 143	59 204
Comptes et prêts sur établissements de crédits à vue	454	148
Comptes et prêts sur établissements de crédits à terme	84 299	80 404
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	2 247	2 342
TOTAL CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	87 000	82 894
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	29 556	32 266
<i>dont effets publics et assimilés</i>	<i>27 108</i>	<i>28 889</i>
Actifs financiers disponibles à la vente	12 041	12 666
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9 852	5 504
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	<i>9 043</i>	<i>5 253</i>
<i>dont instruments dérivés</i>	<i>809</i>	<i>250</i>
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	208	130
TOTAL PORTEFEUILLE DE TITRES DES ACTIVITÉS BANCAIRES	51 657	50 566
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS DES ACTIVITÉS BANCAIRES	975	1 246
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF DES ACTIVITÉS BANCAIRES	1 443	1 220
Banques centrales	1 082	1 296
Caisse et autres	195	274
TOTAL CAISSE, BANQUE CENTRALE DES ACTIVITÉS BANCAIRES	1 276	1 570

NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- 16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
- 16.2 Autres provisions pour risques et charges

16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Au 30 juin 2014, les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Risque Epargne Logement	Provisions techniques d'assurance	TOTAL
Solde au 31/12/2013	308	1 494	1 802
Dotation de la période	30	1 367	1 397
Reprise pour utilisation		(1 231)	(1 231)
Autres mouvements		30	30
SOLDE AU 30/06/2014	339	1 659	1 998

16.2 Autres provisions pour risques et charges

Au 30 juin 2014, les autres provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	44	6	30	80
Provisions courantes	53	73	413	538
Solde au 31/12/2013	97	79	442	618
Dotation de la période	26	49	88	163
Reprise pour utilisation	(9)	(9)	(91)	(109)
Reprise de provisions devenues sans objet	(5)	(14)	(3)	(22)
Actualisation			1	1
Autres mouvements		1	(1)	(0)
Provisions non courantes	57	22	36	114
Provisions courantes	53	84	401	537
SOLDE AU 30/06/2014	109	106	437	651

NOTE 17 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

- 17.1 Détail des dettes financières
- 17.2 Emprunts obligataires
- 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

17.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2014		31/12/2013	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	616	3 469	635	3 467
Emprunts obligataires		3 380		3 380
Location financement	19	42	21	44
Bons La Poste	62		63	
Billets de trésorerie			150	
Concours bancaires courants	138		30	
Dépôts et cautionnements reçus	386	26	368	25
Autres emprunts au coût amorti	11	20	4	17
Emprunts obligataires en juste valeur sur option	206	2 071	207	2 015
Emprunts obligataires en couverture de juste valeur		525		530
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	34	22	42	27
Autres dérivés	3	9	7	9
Intérêts courus non échus sur emprunts	166		131	
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)		6 097		6 048
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)	1 024		1 023	
TOTAL COURANT ET NON COURANT	7 121		7 071	

17.2 Emprunts obligataires

La dette obligataire, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Emprunts couverts	Total
Solde au 31/12/2013	3 380	2 222	530	6 133
Nouveaux emprunts				
Remboursements				
Prime et frais d'émission				
Autres variations		55	(5)	50
SOLDE AU 30/06/2014	3 380	2 277	525	6 183

17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

<i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur au 30/06/2014		Juste valeur au 31/12/2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	396	22	362	27
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		34		42
TOTAL	396	56	362	69
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur	33		50	
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS A LA DETTE OBLIGATAIRE	429	56	412	69
Autres				
Swaps de change			6	
Instruments dérivés sur fonds dédiés		12		16
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	429	68	419	85
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		9		10

NOTE 18 DETTE NETTE DU GROUPE

- 18.1 Situation de la dette nette du Groupe
18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

18.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	S1 2014	31/12/2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	14	2 227	2 104
Dérivés actifs associés à la dette	14	429	419
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine	14	669	655
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif		29	35
Créance financière nette envers La Banque Postale		(27)	53
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 326	3 266
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	6 097	6 048
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 024	1 023
Dettes brutes (2)		7 121	7 071
DETTE NETTE (2)-(1)		3 795	3 805
Variation de la dette nette au 30 juin 2014		(10)	

18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	S1 2014	S1 2013
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	616	586
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(366)	(445)
Neutralisation de la variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	17	102
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie^(b)		(348)	(343)
Augmentation de capital	TFT	0	600
Dividendes versés aux actionnaires	TFT	(171)	(171)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT		(2)
Charge nette d'intérêts financiers		(76)	(81)
Variation de juste valeur des instruments financiers		(9)	(18)
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute		(1)	(13)
Augmentation des dettes de location financement		(2)	(1)
Autres éléments ^(c)		1	1
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(258)	314
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER		10	558
Dettes nettes à l'ouverture		(3 805)	(3 468)
Dettes nettes à la clôture		(3 795)	(2 910)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'incidence des filiales destinées à être cédées.

NOTE 19 AVANTAGES DU PERSONNEL

Les provisions pour avantages du personnel ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2014 :

(en millions d'euros)	31/12/2013						30/06/2014	
	Courant	Non courant	Augmentation	Diminution pour utilisation	Coût financier net	Autres variations	Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	17	433	4	(9)	7	23	17	457
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	6	224	10	(3)	3	23	7	257
Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		55	1	(5)	1	2	0	54
Avantages postérieurs à l'emploi	24	712	15	(17)	10	48	24	768
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	382	775	125	(166)	9		362	762
Indemnités de rupture	81	32	7				84	35
Congés longue maladie / longue durée	61	45	2	(4)			61	44
Compte Epargne temps	114	101	1	(1)			114	101
Autres avantages à long terme	2	21	3				7	19
Autres avantages du personnel	258	199	13	(5)			266	199
TOTAL	663	1 685	153	(188)	19	48	652	1 729

NOTE 20 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITES BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Dettes envers les établissements de crédit à vue	374	110
Dettes envers les établissements de crédit à terme	17 123	14 647
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	15 680	12 080
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	17 497	14 757
Comptes d'épargne à régime spécial	114 080	113 866
<i>dont Livret A</i>	64 501	64 314
<i>dont PEL et CEL</i>	27 396	26 986
<i>dont LEP</i>	8 146	8 681
Dettes envers la clientèle à vue	50 052	47 901
<i>dont comptes ordinaires créditeurs clientèle</i>	49 810	47 670
Dettes envers la clientèle à terme	3 734	4 815
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	167 865	166 583
Dettes représentées par un titre	8 731	5 129
<i>dont BMTN et autres titres négociables</i>	4 190	
<i>dont certificats de dépôt</i>		2 763
Dépôts de garantie reçus	874	478
Instruments dérivés de couverture	390	372
Autres	1 315	822
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS BANCAIRES	11 310	6 801
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	2 021	2 022

NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2014	31/12/2013
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 204	1 312
Dettes fiscales et sociales	1 739	1 822
Dettes fournisseurs d'immobilisations	190	240
Dettes sur opérations du courrier international	448	489
Avances et acomptes clients	191	212
Autres dettes d'exploitation	249	281
TOTAL	4 021	4 356

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 22.1 Impacts des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres
- 22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti
- 22.3 Hiérarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan
- 22.4 Exposition aux risques souverains

22.1 Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres

1^{ER} SEMESTRE 2014

(en millions d'euros)	Produits (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Déprécia- tion	Décompta- bilisation et dividendes	Gain (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres			
Prêts, créances et dettes	907					907
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	520					520
Actifs disponibles à la vente	92		3		220	315
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		15				15
TOTAL	1 519	15	3		220	1 757

22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

(en millions d'euros)	30/06/2014	
	Valeur au bilan	Juste valeur
ACTIFS		
Actifs bancaires		
Prêts et créances sur la clientèle	63 143	66 575
Prêts et créances sur les établissements de crédit	87 000	87 240
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	29 556	33 341
PASSIFS		
Passifs bancaires		
Dettes envers les établissements de crédit	17 497	17 849
Dettes envers la clientèle	167 865	167 888
Dettes représentées par un titre et autres	11 310	11 690
Passifs non bancaires		
Emprunts obligataires au coût amorti	3 380	4 069

22.3 Hiérarchie des justes valeurs comptabilisées au bilan

Les méthodes utilisées pour l'évaluation des justes valeurs n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2013.

(en millions d'euros)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Effets publics et valeurs assimilées	128		
Obligations et autres titres à RF	2 084	6 779	
Actions et autres titres à RV	52		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 264	6 779	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		187	
Instruments dérivés de cours de change		1	
Instruments dérivés sur actions et indices		7	
Dérivés de transaction		195	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		616	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		616	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		89	
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie		89	
Effets publics et valeurs assimilées	1 267	36	
Obligations et autres titres à RF	9 053	453	
Actions et autres titres à RV	798	324	110
Titres de participation non consolidés			126
Actifs financiers disponibles à la vente	11 118	813	236
ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Autres actifs financiers non courants	307	530	
Créances clients et autres créances		2 940	
Autres actifs financiers courants	261	156	
Encaisse des bureaux de poste		497	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	759	1 468	
PASSIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Dettes représentées par un titre			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de taux d'intérêts		189	
Instruments dérivés de cours de change		1	
Autres instruments dérivés		23	
Instruments dérivés sur actions et indices		18	
Instruments dérivés de transaction		231	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		396	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		396	
PASSIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Emprunts obligataires et dettes financières		7 121	
Dettes fournisseurs et autres dettes		4 021	

Justes valeurs de niveau 3 : rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par résultat sur option	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	TOTAL
Ouverture					127	127
Gains & pertes enregistrés en résultat						
Gains & pertes enregistrés en capitaux propres					(1)	(1)
Achats					13	13
Ventes						
Emissions						
Remboursements						
Autres mouvements						
Transferts vers ou depuis le niveau 3					97	97
CLÔTURE					236	236

22.4 Exposition aux risques souverains

Les recensements des expositions souveraines sont établis selon le périmètre défini par l'Autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et entreprises bénéficiant d'une garantie de l'État. Les expositions sont

présentées sur le Groupe, c'est-à-dire pour les sociétés détenues à plus de 50%.

Le Groupe ne dispose pas d'exposition sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

EXPOSITIONS SOUVERAINES

(en millions d'euros)	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total Expositions directes ^(a)	Hors bilan	Total Expositions directes et indirectes ^(b)	Exposition en %
Grèce						
Irlande	2		2		2	0,0%
Italie	1 316	97	1 413	67	1 479	4,7%
Portugal				76	76	0,2%
Espagne	1 047		1 047		1 047	3,3%
TOTAL GIIPÉs	2 365	97	2 462	143	2 605	8,2%
Allemagne	2 621		2 621		2 621	8,3%
Autriche	25		25		25	
Belgique	1 592	40	1 632	19	1 651	5,2%
France	22 318	268	22 585	39	22 625	71,4%
Luxembourg	18		18		18	0,1%
Pays-Bas	31		31		31	0,1%
Pologne						
Slovaquie	1		1		1	
Slovénie	6		6		6	
Suisse						
Supra-national	1 171		1 171		1 171	3,7%
TOTAL EUROPE	27 783	307	28 090	59	28 149	88,9%
Reste du monde	922		922		922	2,9%
TOTAL	31 071	404	31 475	202	31 676	100,0%

(a) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre

(b) Exposition directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe

EVOLUTION DES EXPOSITIONS AUX GIPE (a)

(en millions d'euros)	Décembre 2013					Juin 2014			
	Nominal	Valeur au bilan	Dépréciation	Échéances	Cessions	Transfert	Acquisitions ^(b)	Nominal	Valeur au bilan
Grèce									
Irlande	2	2						2	2
Italie	105	110			(36)		35	105	117
Portugal									
Espagne	716	753			(154)			562	605
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	823	865			(190)		35	668	725
Grèce									
Irlande									
Italie	1 162	1 195						1 162	1 199
Portugal									
Espagne	431	433						431	442
ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	1 593	1 628						1 593	1 640
Grèce									
Irlande									
Italie									
Portugal									
Espagne									
PRÊTS & CRÉANCES									
Grèce									
Irlande									
Italie	2	2					94	95	97
Portugal									
Espagne									
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	2	2					94	95	97

(a) Expositions directes : Encours (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre ne comprenant pas les expositions indirectes que sont les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

(b) Montants correspondant à la juste valeur initiale des titres acquis

COMPLÉMENTS SUR LES EXPOSITIONS DE CERTAINS PAYS EUROPÉENS

Recensement par catégories

(en millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Portefeuille bancaire ^(a)	Actifs à la juste valeur par résultat ^(a)	Total bilan après dépréciations	Hors bilan ^(b)	TOTAL
Grèce								
Irlande		2		2		2		2
Italie		117	1 199	1 316	97	1 413	67	1 479
Portugal							76	76
Espagne		605	442	1 047		1 047		1 047
TOTAL		725	1 640	2 365	97	2 462	143	2 605

(a) Les expositions sont présentées pour leur valeur nette comptable au bilan

(b) Les montants hors bilan correspondent aux expositions indirectes à travers des garanties accordées à des OPCVM du Groupe

Représentation des gains et pertes latents inscrits en réserves

(en millions d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes inscrits en réserves	Niveau de hiérarchie de JV
Grèce			
Irlande	2	0	N1
Italie	117	7	N1
Portugal			
Espagne	605	31	N1
TOTAL	725	39	

Impact des dépréciations

(en millions d'euros)	Total	Dont dépréciations	Total avant dépréciation
Grèce			
Irlande	2		2
Italie	1 479		1 479
Portugal	76		76
Espagne	1 047		1 047
TOTAL	2 605		2 605

Représentation par maturité

(en millions d'euros)	Total	Durée restante en années						
		1	2	3	4	5	<10	>10
Grèce								
Irlande	2		2					
Italie	1 479	846	11	192	272	62	83	13
Portugal	76		76					
Espagne	1 047	10	543	289	198			6
TOTAL	2 605	857	633	481	470	62	83	19

EXPOSITIONS NON SOUVERAINES DE CERTAINS PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

(en millions d'euros)	Bancaire	Corporate	Administration publique	Titrisation	TOTAL
Grèce		1			1
Irlande	105	115			220
Italie	155	258			413
Portugal					
Espagne	723	95			819
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	983	470			1 453
Grèce					
Irlande					
Italie					
Portugal					
Espagne					
ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE					
Grèce					
Irlande					
Italie					
Portugal					
Espagne					
PRÊTS & CRÉANCES					
Grèce		28			28
Irlande					
Italie	631	71			702
Portugal					
Espagne	351	138			489
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	981	237			1 219

NOTE 23 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2013 (voir note 35 des états financiers consolidés au 31 décembre 2013).

NOTE 24 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2013 (voir note 36 des états financiers consolidés au 31 décembre 2013).

NOTE 25 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2014**

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Mazars
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

LA POSTE
Société anonyme

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2014**

Période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014
LA POSTE
Société anonyme
44, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris

LA POSTE
Société anonyme

Siège social : 44, boulevard Vaugirard 75015 Paris
Capital social : €3.800.000.000

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière
semestrielle 2014**

Période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par arrêté ministériel en date du 29 juin 2009, en application de l'article 14 de la loi postale du 12 janvier 2010 relative à l'entreprise publique LA POSTE et aux activités postales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3 aux états financiers qui expose un changement de méthode lié à la première application des normes IFRS 10 et IFRS 11, relatives aux états financiers consolidés et aux partenariats.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, et Courbevoie le 31 juillet 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Mazars

François Caubrière
Associé

Isabelle Goalec
Associée

Guy Isimat-Mirin
Associé

Dominique Muller
Associé

